



Contre le gouvernement, les flics et les patrons



© Joël F. Volson

Listes
**LO
LCR**

Organisons la
**Contre-
attaque**

Intégration de Socialisme par en Bas

Les militants du réseau Socialisme par en bas (SPEB) ont rejoint la LCR et donc les JCR. Depuis plus d'un an nous avons pris l'habitude de militer ensemble sur les Universités, notamment lors des mobilisations anti-guerre avec la construction des collectifs Agir Contre la Guerre (ACG) et lors des récentes mobilisations étudiantes. Issus de traditions politiques différentes, nous avons pu constater dans la pratique que ce qui nous rapproche est beaucoup plus important que ce qui nous divise. Leur intégration est donc un élément très positif.

Ce sont plus d'une soixantaine de nouveaux et nouvelles qui ont rejoint les JCR, sur la région parisienne mais aussi à Aix, Lyon, Rennes... Face à l'offensive de la droite et des patrons, devant la passivité de la gauche plurielle qui ne propose comme recette

miracle que le social-libéralisme qu'elle a appliqué pendant les cinq ans où elle gouvernait, les organisations révolutionnaires ont du boulot. Et plus nous serons nombreux et déterminés, plus nous pourrions construire les mobilisations et mettre un coup d'arrêt à l'offensive libérale.

L'intégration des camarades de SPEB va renforcer les JCR qualitativement et quantitativement. La mise en commun de nos expériences et de nos analyses doit nous permettre de nous renforcer et de construire les JCR dans de nouvelles facs, de nouvelles villes... Avec la campagne LO-LCR, le défi que nous devons relever ensemble est énorme : organiser les centaines, les milliers de jeunes qui veulent aujourd'hui en finir avec la barbarie du système capitaliste.

Amélie, [Sorbonne]

Texte adopté par l'assemblée générale de Socialisme par en Bas

Regroupement des révolutionnaires

Le réseau Socialisme par en bas/Létincelle, représentant en France la Tendence International Socialists, a intégré la LCR fin janvier. L'article qui suit est un condensé du texte voté lors de l'Assemblée Générale du 17/18 janvier 2004 validant le protocole d'intégration.

2003 a été une année à superlatifs pour les mouvements de lutte. Tout le monde a en tête le mouvement antiguerre. Le rassemblement du Larzac, en plein cœur de l'été, a été le plus gros rassemblement anticapitaliste en France depuis Seattle.

Enfin, selon une estimation de Gérard Filoche, il y a eu 30 millions de jours de

réforme des retraites en France est passée avec d'autres mesures antisociales.

L'inflexibilité des gouvernements démontre cependant plus le niveau des enjeux pour la classe dirigeante que la réalité de sa force actuelle. Certes Bush a envahi l'Irak. Mais il cherche à se dégager du bourbier irakien plus qu'à préparer immédiatement un nouveau conflit tandis que la crise politique couve à l'intérieur des Etats-Unis. Certes Chirac et Raffarin ont gagné sur les retraites mais ils ont dû reculer sur la loi de modernisation universitaire et repousser la « réforme » de la Sécu.

Bush, et avec lui le système impérialiste mondial, pourrait payer très cher une défaite américaine en Irak. La mobilisation pour la journée mondiale du 20 mars et la construc-

nouveau 21 avril... en pire), alors il nous faut relever le défi. La campagne LO-LCR peut devenir un tremplin pour organiser tous ceux qui se retrouvent sur la plate-forme électorale, activistes antiguerre, antifascistes, militants syndicalistes et/ou altermondialistes et commencer ainsi à donner forme et contenu à la gauche anticapitaliste.

C'est d'autant plus important qu'en dépit de l'incroyable mouvement de réaction à la présence de Le Pen au second tour des élections présidentielles, le Front national n'a rien perdu de sa capacité d'attraction. Comment s'en étonner ? La « République » des Chirac, Seillière et Sarkozy a su « émerger » de leur vote les travailleurs-euses, les étudiant(e)s, les musulman(e)s, en s'en prenant directement à eux et elles. Chirac a ainsi démontré que, non seulement il n'était pas un obstacle au fascisme, mais qu'il était celui qui favorise son développement.

A tous ceux qui se font attaquer par la droite et qui avaient été attaqués par la gauche au gouvernement, il faut montrer qu'une autre gauche est possible.

C'est le propre de tout système de classe de poser en des termes dramatiques ce qui est, aussi, l'opportunité d'une perspective d'émancipation, la transformation révolutionnaire de la société.

Le point de perspective vers lequel convergent les objectifs de la LCR (mouvements de masse, gauche anticapitaliste et parti), et qui leur donne un sens, c'est la révolution, c'est-à-dire un processus de confrontation de tous les travailleurs et les opprimés avec la classe dirigeante et ses institutions.

C'est cela en effet qui exige de renforcer l'unité et la cohésion des travailleurs et des jeunes, de développer leurs organisations de lutte.

C'est cela qui exige de s'organiser à des dizaines voire des centaines de milliers dans une gauche anticapitaliste pour devenir une direction alternative à la gauche qui a capitulé.

C'est cela qui exige d'en souder des milliers dans un pôle révolutionnaire pour gagner cette direction aux perspectives révolutionnaires.

4 mars :

Relancer le mouvement étudiant !

Le mouvement étudiant est sorti de son sommeil en novembre-décembre 2003.

C'est positif : cela a commencé à faire partiellement reculer le gouvernement. En effet, Ferry a annoncé suite au blocage de plusieurs universités, notamment Rennes 2, que le projet de loi de « modernisation universitaire » n'était plus à l'ordre du jour.

Mais c'est loin d'être suffisant. Une grève étudiante nationale sera nécessaire pour stopper les projets les plus graves du gouvernement en matière d'enseignement supérieur. Car la loi de modernisation universitaire finira par être appliquée si nous n'abrogeons pas les décret et arrêtés ECTS-LMD : cette réforme est peu à peu mise en place université par université, et elle entraîne la généralisation de diplômes locaux de plus en plus professionnalisés. Les conséquences sont dramatiques pour les étudiants,

qui se retrouvent mis en concurrence, isolés contre les administrations et le patronat...

Nous devons nous battre non seulement contre ces projets mais également pour une autre université, pour un enseignement de qualité, ouvert à toutes et à tous. Pour cela, il faut s'organiser sur la durée, construire des noyaux militants pour faire de l'information en continu. Même s'ils ont de nombreux défauts, c'est dans les syndicats que l'on peut faire ce travail.

Nous pouvons faire reculer le gouvernement sur l'ensemble des réformes, le mouvement de l'automne a prouvé que nous sommes une force. Pour cela, il faut préparer la journée nationale d'action du 4 mars, avec l'objectif de relancer la grève étudiante contre les réformes du gouvernement.

Xavier, [Nanterre]



grève en France en 2003, soit 5 fois plus qu'en 1995 !

Des liens interprofessionnels et de la forte auto-organisation du mouvement de mai-juin aux stratégies des intermittents, la progression n'est pas que quantitative. Des expériences se forment, des liens se créent et se renforcent entre différents types de luttes. Une génération entière se forme à la politique, avec inexpérience mais aussi beaucoup d'enthousiasme tandis que leurs parents, pour certains anciens de 68, y reviennent, avec un certain nombre de désillusions mais aussi de l'expérience. Le mélange pourrait être détonnant.

Pour la première fois depuis le début des années 70, l'objectif de construction d'un parti révolutionnaire est posé concrètement.

Bien sûr, les mouvements de 2003 ont très peu gagné. L'Irak est occupé. La contre-

tion de collectifs antiguerre larges, ancrés dans nos milieux est une tâche cruciale.

Le mai-juin des profs n'a pas été le 1984 de la grève des mineurs anglais avec Thatcher. Le mouvement des travailleurs en France, le mouvement des profs en premier lieu, n'a pas été cassé même si le conflit a laissé des traces. Partout où c'est possible il s'agit de développer les syndicats et les liens inter-syndicaux et interprofessionnels.

Cela ne suffira pas cependant. Dans chaque lutte émerge une exigence d'alternative avec la compréhension que les attaques spécifiques, racisme, guerre ou attaques sociales, ne sont que les différents aspects d'une même logique, celle de l'accumulation capitaliste. Si nous ne voulons pas que cette exigence se noie, et avec elle toute forme de résistance, si nous ne voulons pas qu'elle soit à nouveau canalisée vers l'utopie dramatique de régulation du capitalisme (et un

Qui sommes-nous ?



Nous luttons pour une société débarrassée de toute exploitation et aliénation, pour une société socialiste, autogérée, démocratique et pluraliste. Notre but, c'est l'assurance pour chacun d'épanouir sa personnalité, l'élaboration d'un avenir collectif, l'impossibilité pour une minorité de soumettre la société à ses intérêts égoïstes. Tout cela n'a rien à voir avec le stalinisme qui s'est effondré à l'Est.

Nous sommes révolutionnaires parce que cette société ne peut naître que d'une rupture radicale avec l'ordre existant. Parce que nous n'avons rien à attendre d'un système générateur de millions de chômeurs, de précaires et de mal-logés dans les pays riches, et de centaines de millions d'affamés dans le sud, d'un système qui menace de détruire la planète elle-même. Enfin, parce que tous ceux qui ont prétendu le réformer ont échoué, alors que la crise s'est aggravée, que le racisme augmente...

Nous sommes partie prenante de toutes les luttes contre le chauvinisme et le racisme, le fascisme, l'impérialisme, contre les préjugés religieux, l'oppression spécifique des femmes, le machisme, contre l'homophobie et toute vision normative de la sexualité.

Nous sommes internationalistes parce que nous sommes solidaires des peuples du tiers-monde, que nous luttons pour de nouveaux rapports entre les peuples. Parce que nous ne reconnaissons pas le droit aux grandes puissances de régler le sort des pays pauvres, parce que nous combattons le militarisme des puissants mais que nous défendons le droit des faibles à se libérer, si nécessaire, les armes à la main.

Enfin, nous pensons que pour gagner, il faut lutter dans l'unité, s'organiser démocratiquement, et ne compter que sur ses propres forces.

Abonnez-vous ! Prenez contact !

- Je désire m'abonner au journal (à partir du numéro) 10 € pour 10 numéros (chèque à l'ordre de RCJ)
- Je veux des informations sur les Rencontres internationales de jeunes (fin juillet au Portugal)
- Je désire prendre contact avec les JCR-RED

Je désire commander :
 brochure(s) sur la précarité (1 euro l'exemplaire)
 carnet de chants de luttes (1 euro l'exemplaire)
 brochure(s) sur la guerre (1 euro l'exemplaire)
 brochure(s) sur la Palestine (1 euro l'exemplaire)

Total : euros
Chèque à l'ordre de RCJ

Nom Prénom.....
 Adresse
 Code postal Ville
 Téléphone e-mail

Envoyez à JCR-RED, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.
 mail : jcr@jcr-red.org — web : www.jcr-red.org

Les meetings de la campagne LO-LCR

Avec Olivier Besancenot ou Alain Krivine et Arlette Laguiller.

Vendredi 6 février : Paris
Mercredi 11 février : Strasbourg
Jeudi 12 février : Poitiers
Vendredi 13 février : Limoges
Lundi 16 février : Tours
Mercredi 18 février : Besançon
Jeudi 19 février : Amiens
Samedi 21 février : Clermont-Ferrand
Jeudi 26 février : Caen
Samedi 28 février : Montpellier
Dimanche 29 février : Nancy
Jeudi 4 mars : Dijon
Lundi 8 mars : Lille
Mardi 9 mars : Reims
Mercredi 10 mars : Bordeaux
Vendredi 12 mars : Nantes
Samedi 13 mars : Marseille
Lundi 15 mars : Rennes
Mardi 16 mars : Toulouse
Mercredi 17 mars : Lyon

Sommaire

- 2 Actualité
- Monde**
- 4 Mobilisation contre la guerre
La résistance irakienne
La stratégie américaine
- 5 Argentine
Forum social mondial
Appel de ANSWER
- Dossier**
- 6 La lutte contre le Front national
- Histoire**
- 9 Le mouvement des droits civiques
Racisme et capitalisme
- Hexagone**
- 10 Chercheurs mobilisés
Etudiant-e-s infirmier-e-s
Attaque contre le CDI
- Kultur**
- 11 Putain d'usine
Ramaçan dans le texte
- 12 Interview de Maître Madij

Edito 180 000 chômeurs en plus en 2003! Voilà une bonne performance pour le patronat français et le gouvernement Raffarin! La grande machine capitaliste qui broie les vies humaines fonctionne à plein régime. Les gouvernements et les patrons continuent leur offensive pour détruire méthodiquement tout ce qui échappe à la loi du profit et pour aggraver les conditions de travail et d'étude : remettre en cause le CDI, relancer les privatisations à EDF, la Poste, libéraliser l'enseignement supérieur, limiter les budgets des collèges et des lycées... Les grandes puissances s'organisent aussi à l'échelle internationale pour dominer le monde et se partager les richesses d'un pays comme l'Irak après l'avoir bombardé. Face à cela, beaucoup d'entre nous se demandent comment réagir ? Comment faire face à ce gouvernement et cette évolution catastrophique de toute la société ? Nous savons que nous sommes capables de nous mobiliser par millions comme nous l'avons fait contre la guerre en Irak ou contre la casse des retraites en Mai-juin. Mais comment pouvons-nous arriver à entraîner de nouveau la majorité de ceux qui subissent le système à se battre et à ne pas se résigner? Les luttes se construisent. Avant d'être 15 millions dans la rue le 15 février 2003 contre la guerre en Irak, nous avons été souvent quelques milliers, isolés au départ à s'obstiner à dénoncer la guerre qui se préparait. Avant la grève de mai-juin 2003, il y a eu une période où les luttes étaient très dispersées, isolées. Alors, il ne s'agit pas aujourd'hui de passer les longues soirées d'hiver à regarder les albums photos des manifs passées! Nous nous battons aujourd'hui chacun dans notre coin, chômeurs, étudiants, infirmiers. Nous ne pouvons pas prévoir à quel rythme nous allons réussir à coordonner nos forces, étendre et généraliser le mouvement. Mais nous pouvons dès maintenant consacrer toute notre énergie à préparer les prochaines confrontations. Une question décisive consiste à ne pas se laisser diviser par les diversions menées par le gouvernement. La loi pour interdire le voile à l'école désigne les jeunes filles voilées comme des boucs émissaires responsables des problèmes de l'éducation. Un sondage BVA, commandé par Libération, fin janvier, révèle que 43% (contre 38%) des personnes interrogées pensent que le gouvernement cherche à faire une loi pour faire porter le débat public sur la laïcité plutôt que sur les problèmes sociaux! Pour ne pas se laisser diviser entre nous, nous devons réagir et mobiliser chaque fois que le gouvernement attaque l'un d'entre nous. C'est ce que les JCR défendent en soutenant la campagne LO-LCR et en construisant des comités de soutien sur les facs, les lycées, les quartiers. Ces comités devront servir à préparer plus efficacement toutes les prochaines luttes

Interview d'Arlette Laguiller

Construire des comités de soutien aux listes LO-LCR

Les JCR vont soutenir les listes LO-LCR. Ces listes ont pour objectif de proposer une alternative face aux attaques menées par le gouvernement Raffarin et aux réponses sociales-libérales de l'ex-gauche plurielle. Elles défendent un programme d'urgence sociale et démocratique, à l'opposé de ce que proposera le Front National qui espère profiter du rejet des politiques gouvernementales de ces dernières années. Les thèmes que nous mettrons en avant sont la question de la précarité chez les jeunes, la défense du service public d'éducation, la lutte contre le FN, la solidarité internationale...

Les listes LO-LCR veulent proposer des perspectives à tous ceux qui luttent ou qui ont lutté ces dernières années contre les politiques libérales. Pour proposer cette alternative à des millions de salariés et de jeunes, pour que la campagne LO-LCR soit un point d'appui pour construire et populariser les luttes (luttes étudiantes, luttes des jeunes précaires, préparation de la journée mondiale contre les occupations le 20 mars), nous devons être le plus nombreux possible à nous investir dans cette campagne.

Nous proposons, sur les lieux où nous intervenons, de créer des comités de soutien aux listes LO-LCR, afin que tous ceux et toutes celles qui souhaitent, d'une façon ou d'une autre, participer à la campagne, puissent le faire. Ces comités seront un moyen de discuter des propositions des listes LO-LCR, mais aussi et surtout d'agir pour défendre ces propositions : organiser des réunions publiques, des distributions de tracts, des collages d'affiche... Mais aussi aider et soutenir les luttes en cours

Nous invitons donc toutes celles et ceux qui souhaitent contribuer à populariser les propositions des listes LO-LCR et à en faire la campagne de toutes les victimes des attaques du gouvernement, à prendre contact avec nous pour créer partout des comités de soutien.

Amélie, [Sorbonne]

RED: Pourquoi un accord avec la LCR ?

Ce n'est pas le premier accord que LO fait avec la LCR et le fait en lui-même n'a donc rien d'extraordinaire. Nous avons eu des accords, que ce soit sur d'autres terrains que le terrain électoral ou sur celui-ci, de nombreuses fois dans le passé, depuis 1968. Nos deux organisations, quoiqu'issues chacune d'un passé lointain, se sont créées en même temps, à cette époque, et même s'il existe des différences entre elles, jusqu'à présent ces différences ont été bien moins grandes que celles qui nous séparent ou du PCF ou du PS, ou a fortiori de toute autre organisation politique.

Les élections régionales nous permettaient jusqu'ici d'avoir des élus de façon indépendante et donc en défendant chacune toutes les nuances de nos opinions.

Pour avoir des élus aux Européennes, il nous a déjà fallu nous unir. Mais aujourd'hui, le gouvernement ayant modifié largement la loi électorale, cela devenait impossible, même aux régionales. Nous ne sommes pas garantis d'obtenir un score tel que celui que nous avons obtenu au premier tour de la Présidentielle et il ne fallait pas prêter le flanc, en cas d'insuccès, à l'accusation d'avoir démoralisé notre électoral en ne sachant pas nous unir. Notre démarche a donc été, d'une part, de faire le meilleur score possible en étant unis et, d'autre part, même si notre score n'est pas excellent, au moins d'avoir mis toutes les chances de notre côté. Et si nous en faisons un excellent, eh bien nous aurons déjoué les calculs du gouvernement qui souhaite écartier notre électoral de toute représentation dans les conseils régionaux et au parlement européen.

RED: Comment vois-tu la situation de la jeunesse aujourd'hui ?

Je ne révélerai rien en disant que la situation de la jeunesse est désastreuse. L'avenir, pour les jeunes, est de plus en plus bouché. On leur dit d'étudier, d'obtenir des diplômes, de faire la meilleure scolarité possible mais outre que, pour la plupart d'entre eux, la possibilité d'étudier se résume à peu de chose, ils voient bien que même s'ils réussissent à passer quelques diplômes, ces diplômes ne les mèneront nulle part et trop souvent à pas d'emploi du tout, quel qu'il soit.

Beaucoup de jeunes se posent la question : étudier, mais pour quoi faire, pour quel avenir ? Et il n'y a donc rien d'étonnant à ce que la jeunesse soit démoralisée, au pire sens du terme, car elle se sent rejetée par la société. Et elle sait qu'il y a toutes les chances qu'elle n'y trouve pas sa place. De là les réactions de rejet, d'individualisme et de marginalisation.

Les seuls à pouvoir donner un espoir à la jeunesse, c'est nous, les militants révolutionnaires, car nous pouvons leur donner la possibilité de faire quelque chose de leur vie, de s'instruire utilement pour changer leur sort et celui des autres. De ne pas courir après l'avancement, la réussite professionnelle qui ne viendra pas, mais de s'efforcer de réussir à changer collectivement le monde.

RED: A quel âge as-tu commencé à militer et qu'est-ce qui t'a poussée à t'engager ?

J'ai commencé à travailler à 16 ans comme dactylo au Crédit Lyonnais, un milieu où



les jeunes étaient très nombreux. C'était la guerre d'Algérie, les filles n'étaient pas directement touchées mais nous voyions nos frères ou nos copains garçons partir pour y faire un sale boulot. « La Question », le bouquin d'Henri Aleg sur la torture, bien qu'interdit, circulait sous le manteau. Le PC ne faisait rien, la social démocratie était inexistante. Seul le PSU dénonçait cette guerre et faisait de l'agitation à son propos et je sympathisais avec son action. Je suis entrée au PSU en 1960, c'est-à-dire à vingt ans. Cependant ce parti avait un pied dans la lutte contre la guerre, mais un pied du côté des anciens ministres qui le dirigeaient. Aussi les militants trotskystes de Voix Ouvrière, qui devint Lutte Ouvrière en 1968, que je rencontrais à l'époque n'eurent pas énormément d'efforts à faire pour me convaincre de les rejoindre, en 1961, avec quelques camarades du PSU avec moi.

Depuis, la suite de l'histoire est, je crois, connue.

Propos recueillis par François, [Tolbiac]



20 mars Contre toutes les occupations !



Lors du Forum Social Européen de Paris/Saint-Denis, l'assemblée générale des mouvements sociaux a lancé un appel pour une journée internationale contre toutes les occupations militaires le 20 mars prochain. Cet appel a été repris lors du récent Forum Social Mondial de Bombay, durant lequel la question des occupations a été très présente (voir discours d'A.Roy p.5).

Tchéchénie, Palestine, Iraq, Afghanistan, Côte d'Ivoire, Amérique Latine... Partout dans le monde, les grandes puissances ont recours à la force militaire pour conquérir de nouveaux marchés ou pour imposer leurs orientations économiques. Chaque jour, dans ces diverses régions du monde les victimes de la violence des troupes d'occupation se comptent par dizaines.

L'Iraq est aujourd'hui dans une situation désastreuse : coupures d'eau, déélectricité, chômage, répression des manifestations... Et pendant ce temps, à l'ONU, les "pacifistes" Chirac et Schröder tentent de négocier

une partie des contrats de reconstruction avec un Georges Bush qui a besoin, s'il veut gagner les élections aux Etats-Unis, de partager la responsabilité du désastre irakien avec d'autres.

La mobilisation pour le 20 mars se construit partout dans le monde : aux Etats-Unis, dans les pays arabes, en Europe... Mais le mouvement anti-guerre en France est en retard. Pourtant nous avons toutes les bonnes raisons de nous mobiliser : les troupes françaises en Afrique (Côte d'Ivoire, Congo...) sont des troupes d'occupation comme les autres. Le gouvernement parle d'envoyer des soldats en Iraq. Le budget militaire explose tandis qu'on pénalise les chômeurs et qu'on réduit le nombre de profs.

Nous devons faire de la date du 20 mars une date centrale dans la construction du

mouvement contre la mondialisation marchande et guerrière. Ce que nous montrent les récents événements, c'est qu'on ne peut compter ni sur nos gouvernements, ni sur l'ONU pour arrêter la guerre sans limite. Nous devons aujourd'hui reprendre contact avec tous ceux qui se sont mobilisés avec nous l'année dernière, organiser des initiatives (réunions publiques, concerts...) afin d'être le plus nombreux possible dans la rue le 20 mars prochain.

C'est la mobilisation massive des peuples du monde entier qui fera comprendre à nos dirigeants que s'ils maintiennent leurs troupes d'occupation, tôt ou tard, on les délogera, eux et leurs armées !

Amélie, [Sorbonne]

La stratégie américaine

La nouvelle offensive de « guerre sans limite » n'est pas née dans quelques cerveaux fous des faucons de Washington. Que Bush gagne ou perde les prochaines élections américaine, la position des Etats Unis comme Grande puissance « number one », chargée de maintenir l'ordre sur toute la planète ne sera pas fondamentalement modifiée. Les attentats du 11 septembre ont donné une occasion de mettre en œuvre un projet global, dont les premières étapes avaient été réalisées par les gouvernements américains précédents. Notamment par le président démocrate Bill Clinton qui avait renforcé les opérations militaires depuis 1998 contre l'Iraq et fait adopter par le Congrès américain le principe d'imposer par la force un changement de régime à Bagdad.

Derrière les conflits en Iraq et en Afghanistan, l'objectif de l'administration américaine est de redessiner la carte des Etats au Proche et au Moyen Orient, de transformer cette région en « zone de libre-échange », comme le dit Bush. Ce serait une nouvelle étape de la mondialisation impérialiste qui ne peut se réaliser que sur plusieurs années.

Cet objectif ne se limite pas à dominer une partie du globe, mais aussi à contenir les autres grandes puissances qui se posent en rivaux potentiels à la domination américaine sur le globe. Ces autres grandes puissances sont l'Union européenne, la Chine et la Russie. Tout en collaborant avec eux, les Etats Unis cherchent à réduire leur influence au profits de ses propres intérêts et de ceux des multinationales américaines.

Cette objectif a commencé à se mettre en place à la fin des années 80, avec l'effondrement de l'URSS et du monde bipolaire. Une occasion s'ouvrait pour les Etats Unis de véritablement développer leur puissance économique à l'échelle mondiale, à condition de trouver une justification, pour mettre en œuvre leur politique. C'est ce que le 11

septembre 2001 a rendu possible. La guerre va devenir un des principaux moyens pour « réguler » le capitalisme. Pendant les mobilisations contre la guerre, nous étions nombreux à dire que l'Iraq n'était qu'une première étape dans la guerre sans limite lancée par les grandes puissances. Cette idée est toujours juste. Les Etats Unis n'ont pas lancé de nouveaux conflits contre l'Iran, la Corée du Nord.. Mais partout dans le monde la domination néo colonial des grandes puissances devient de plus en plus forte. En juin dernier, la France a lancé la première opération militaire européenne, en dirigeant les forces armées envoyées au Congo. Les budgets militaires des grandes puissances sont en augmentation car personne ne veut se faire distancer. La domination militaire en Afghanistan, menée de front par l'Europe et le Etats-Unis, fait chaque jour de nouveaux morts.

Les gouvernements des grandes puissances savent que le mondialisation capitaliste, le pillage des richesses et la destruction des droits sociaux dans le monde entier ne peut qu'entraîner qu'une nouvelle vague de révoltes, comme on le voit en Iraq. Les guerres ont aussi une valeur de démonstration, de « répression préventive », contre toutes les insurrections, soulèvements et révolutions, qui ne peuvent manquer de se produire dans les années qui viennent. Une façon de chercher à démontrer qui est le boss.

Nous ne devons pas nous laisser impressionner. Le mouvement contre la guerre en Iraq n'a été qu'un avant goût de ce que nous voulons faire pour les arrêter. Face à la stratégie des grandes puissances, nous devons au contraire préparer consciemment et dès maintenant ces explosions sociales que Bush, Blair, et Chirac craignent plus que tout. C'est le seul moyen de stopper cette guerre sans limite dans la quelle les grandes puissances sont lancées.

Fanny et François, [Rouen]

en bref

Occupation en Irak Résistance !

La télévision publique afghane va cesser de diffuser des images de chanteuses afghanes, suite aux protestations officielles de la Cour suprême, a indiqué vendredi le responsable des programmes, Azizullah Aryanfar. «Aucune diffusion officielle n'a été annoncée. Cependant, nous estimons que les circonstances actuelles ne permettent pas encore la diffusion d'images de chanteuses», a déclaré M. Aryanfar. «La télévision publique va cesser pour le moment de montrer ces images sur les écrans», a-t-il reconnu. Pour la première fois depuis une dizaine d'années, la télévision nationale avait diffusé lundi des images de Salma, star de la chanson afghane des années 70 et 80, chantant un de ses plus célèbres tubes. Interrogé, le directeur de la télévision avait indiqué vouloir régulièrement passer de telles images dans le cadre de la réforme des programmes. Deux jours plus tard, la Cour suprême afghane a officiellement protesté et demandé l'interdiction de ces images. «Nous libérerons l'Afghanistan de la tyrannie des Talibans» (George W. Bush)

Presque un an après la victoire de l'armée américaine et de ses alliés en Irak, la résistance irakienne s'organise. Pas un jour sans qu'un soldat américain ne soit tué. On nous avait prédit qu'avec l'arrestation de Saddam Hussein, la résistance s'essoufflerait. Elle ne s'est pas essoufflée, au contraire. On a alors dit que c'était d'horribles islamistes d'Al-Qaida qui perpétraient ces actes terroristes. Si c'était le cas, pourquoi alors les insaisissables partisans d'Al-Qaida (rappelons que Ben Laden n'a toujours pas été retrouvé, 3 ans après l'invasion impérialiste en Afghanistan) n'utilisent pas leurs armes de destruction massive, qui n'ont jamais été retrouvées, plutôt que des voitures piégées ?

Non, de toute évidence, ces attentats ne sont pas dirigés par d'horribles dictateurs islamistes sanguinaires, comme voudraient nous le faire croire les dirigeants américains. D'ailleurs, sur place, tous les généraux américains s'accordent pour dire que ces attentats sont une véritable résistance populaire à l'agression impérialiste dont est victime l'Irak. En effet, ces attentats ne sont rien que le reflet du désespoir dans lequel le peuple irakien tout entier est plongé depuis l'arrivée des américains. Les syndicats sont démantelés, les droits qu'avaient acquis les travailleurs

irakiens sont piétinés et toutes les richesses et industries du pays sont pillées par les américains. Car c'est bien là la vraie raison de l'intervention américaine en Irak : accaparer le pays sans plus passer par quelque intermédiaire que ce soit. Et cela, l'impérialisme américain voudrait le faire subir aux peuples du monde entier : dans sa ligne de mire, on trouve déjà l'Iran, la Corée du Nord...

C'est pour cela que tous les peuples doivent se mobiliser massivement pour soutenir la résistance irakienne et chasser d'Irak les envahisseurs impérialistes – et ce, que ce soit les américains ou l'ONU. L'année dernière, les travailleurs de tous les pays se sont mobilisés par millions pour dire non à la guerre, non à l'impérialisme, non à l'exploitation. Nous devons continuer, maintenir cette mobilisation.

Plus que jamais, soutenons le peuple irakien contre l'occupation américaine, contre le pillage des richesses et contre le démantèlement du droit du travail et des libertés d'organisation.

Aurélien, [Salons]

Qui devra payer l'addition ?

« **A** vant la grave crise économique de l'année 2002, la France était, avec 6 % de parts de marché, le troisième fournisseur de l'Argentine, derrière le Brésil et les États-Unis, mais loin devant l'Allemagne et l'Italie. Depuis, les flux commerciaux se sont réduits. Toutefois le marché argentin devrait dans un futur proche redevenir important pour nos entreprises et nos investisseurs. » Rapport du Sénat, janvier 2004

La guerre économique entre grandes puissances continue à se livrer sur le dos du peuple d'Argentine. Plus de la moitié de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté depuis l'effondrement de l'économie en décembre 2001 ? Qu'à cela ne tienne, les multinationales réclament depuis des mois de nouvelles hausse des tarifs des services publics privatisés. Et une enquête récente a révélé que la société française Thalès, propriétaire de l'ensemble des ondes utilisées par les radios, les chaînes de télévision, les opérateurs de téléphonie mobile et les services de sécurité, avait détourné plus de 100 millions de dollars dans ce secteur depuis la privatisation en 1997. Face au scandale, l'actuel président Kirchner a été obligé d'annuler le contrat avec Thalès.

Il faut se rappeler que l'Argentine a connu il y a deux ans une flambée insurrectionnelle dès le déclenchement de la crise. Des manifestations de masse ont paralysé les principales villes du pays, la grève générale et les blocages des routes par les mouvements de chômeurs (piqueteros) ont chassé le gouvernement d'alors, et ouvert une situation pré-révolutionnaire. Pendant plusieurs mois, des Assemblées populaires se sont développées un peu partout, et plusieurs entreprises en

faillite sont tombées sous contrôle des salariés. « Les gens qui se sont soulevés savent ce dont ils ne veulent plus, mais pas encore par quoi il faudrait remplacer les institutions haïes ainsi que les rapports de domination et de corruption. », écrivaient à l'époque deux militants français en visitant le pays¹. Les organisations révolutionnaires étant trop divisées pour proposer une politique cohérente, le mouvement n'a pas su s'élargir, laissant Kirchner, un politicien membre du même parti péroniste que l'ancien président renversé, « ramener le calme ».

L'équation argentine est très claire : soit les multinationales redressent leurs profits, et les pauvres deviennent encore plus pauvres – on se bat pour faire les poubelles à Buenos Aires... – soit les luttes de la population permettent de chasser les pillards, notamment ceux que le Sénat appelle « nos investisseurs ». Pour le deuxième anniversaire de l'insurrection de décembre 2001, plusieurs dizaines de milliers de personnes ont ainsi défilé à Buenos Aires



une démocratie modèle il y a quelques années, dans la spirale de la misère... et de la révolte. Cet exemple donne une idée de ce qui nous attend dans les années qui viennent. Il faut s'y préparer.

Vincent, [Aix - Marseille]

1. François Chesnais, Jean-Philippe Divès, *Que se vayan todos ! Le peuple d'Argentine se soulève*, Nautille, 2002, 230 p.

La mondialisation capitaliste a entraîné un pays riche et industrialisé, présenté comme

Forum social mondial Un réquisitoire contre la mondialisation

Le Forum Social Mondial s'est tenu à Bombay du 16 au 21 janvier. Plus de 80 000 personnes y ont participé. Cela a été de nouveau l'occasion de confronter des points de vue, d'échanger des expériences de luttes et de construire le front mondial d'opposition aux politiques néo-libérales et guerrières. Arundhati Roy est une écrivaine indienne. Lors de l'ouverture du Forum Social Mondial elle a prononcé un vibrant discours, réquisitoire contre la mondialisation marchande et guerrière. Nous en publions ici des extraits.

Le quinze février dernier, (...) 10 millions de personnes sur 5 continents ont manifesté contre la guerre en Iraq. C'était merveilleux mais ce n'était pas assez. Le 15 février était un week-end. Personne n'avait à manquer une journée de travail. Les manifestations pendant les jours fériés ne peuvent pas arrêter les guerres. Georges Bush le sait. La confiance avec laquelle il a ignoré l'opinion publique doit être une leçon pour nous tous. Bush pense que l'Iraq peut être occupé et colonisé, comme l'Afghanistan, le Tibet, la Tchétchénie, comme l'a été le Timor-Oriental et comme l'est encore la Palestine. Il pense que tout ce qu'il doit faire c'est tenir bon et attendre. [...]

Notre mouvement a besoin d'une grande victoire. Il ne suffit pas d'avoir raison. (...) Pour pouvoir gagner quelque chose, nous (...) devons nous mettre d'accord sur quelque chose. Et ce quelque chose n'a pas besoin d'être une idéologie ordonnée qui engloberait toutes les questions (...). Pas besoin d'une allégeance aveugle à telle ou telle forme de résistance qui exclurait tout le reste. (...)

Si nous sommes tous opposés à l'impérialisme et au néo-libéralisme, alors tournons nous vers l'Iraq. L'Iraq est l'incorruptible point culminant des deux. De nombreux militants anti-guerre ont confusément battu en retraite avec l'arrestation de Saddam Hussein. « Le monde ne va-t-il pas mieux sans Saddam Hussein ? » Demandent-ils timidement.

Prenons ce sujet à bras-le-corps une bonne fois pour toutes. Applaudir à l'arrestation de Saddam Hussein par l'armée étatsunienne et par conséquent justifier a posteriori l'invasion et l'occupation de l'Iraq, c'est faire de Jack l'éventreur un Dieu parce qu'il a assassiné l'étrangleur de Boston. Et cela après un quart de siècle de partenariat dans lequel étrangler et éventrer était une entreprise cogérée. (...) Ce sont des partenaires commerciaux qui se sont brouillés à cause d'une sale affaire.

Donc, si nous sommes contre l'impérialisme, pouvons-nous nous mettre d'accord sur le fait que nous sommes contre l'occupation étatsunienne et que nous sommes convaincus que les Etats-Unis doivent se retirer d'Iraq et payer des réparations au peuple irakien pour les dégâts causés par la guerre ? (...)

Nous devons devenir la résistance globale contre l'occupation.

Notre résistance doit commencer par le refus d'accepter la légitimité de l'occupation étatsunienne en Iraq. Cela signifie que nous devons empêcher matériellement l'Empire d'atteindre son but. Cela signifie que les soldats devraient refuser de se battre, que les réservistes devraient refuser de servir, que les travailleurs devraient refuser d'armer les bateaux et les avions. Cela signifie aussi que dans des pays comme l'Inde ou le Pakistan nous devons empêcher les Etats-Unis de réaliser leur projet : des soldats indiens et pakistanais envoyés en Iraq pour faire le ménage derrière les troupes US.

Je suggère que (...) nous choisissons, d'une manière ou d'une autre, deux des multinationales qui font des profits grâce à la destruction de l'Iraq. Nous pourrions ensuite lister tous les projets dans lesquels elles sont investies. Nous pourrions trouver leurs bureaux dans chaque pays et chaque ville. Nous pourrions nous y rendre. Nous pourrions les fermer. Il s'agit de rassembler nos expériences des luttes passées et notre sagesse pour nous concentrer sur une cible précise. Il s'agit de vouloir gagner.

Le projet étatsunien (...) vise à perpétuer l'injustice et à établir l'hégémonie étatsunienne, quel qu'en soit le prix, même s'il est apocalyptique. Le Forum Social Mondial exige la justice (...).

Pour toutes ces raisons, nous devons maintenant nous considérer en état de guerre.

Traduit de l'anglais par Amélie, [Sorbonne]

Appel de la coalition Answer contre la guerre

Ramenez les troupes a la maison maintenant ! Mettez fin a l'occupation coloniale de l'irak ,de la palestine et partout ailleurs !

Le 20 mars 2004, le premier anniversaire de l'invasion américano-britannique de l'Irak, les gens des villes du monde entier se rassembleront pour exiger : « Mettez fin à l'Occupation - Ramenez les Troupes à la maison MAINTENANT ! » Aux USA, les principales manifestations sont prévues à New York, Los Angeles, San Francisco et de nombreuses autres villes.

Nous manifesterons le 20 mars pour soutenir le droit du peuple irakien à l'autodétermination sans condition. Depuis que l'invasion a commencé, des dizaines de milliers d'Irakiens ont été tués. Des milliers de soldats des États-Unis et de Grande-Bretagne ont été tués ou blessés. Le peuple irakien résiste à l'occupation - Les Irakiens veulent que les soldats étrangers qui occupent leur pays s'en aillent, pas demain mais aujourd'hui. En nombre croissant, les soldats américains et leurs familles réclament que les troupes rentrent à la maison MAINTENANT. Ces soldats ont été envoyés pour tuer et être tué dans une guerre qui était basé sur le mensonge et la fraude perpétrés par le gouvernement Bush. Il n'y a qu'une seule solution : arrêter l'occupation maintenant ! Nous croyons, selon les paroles du Conseil National des Américains arabes, que « l'internationalisation de l'occupation donne une nouvelle couverture commercialisable au colonialisme et que cela ne doit pas être accepté comme une option viable par le mouvement populaire mondial. » Nous manifesterons aussi le 20 mars en solidarité avec le peuple

palestinien et son droit à l'autodétermination, incluant le droit de retourner dans leurs maisons et sur leur terre. La manifestation du 20 mars vient seulement dix jours avant l'anniversaire de l'histoire 30 mars 1976, Jour de la Terre en Palestine. Défendons la liberté, au droit au retour et à l'auto-détermination du peuple palestinien le 20 mars est une nécessité politique essentielle, sans laquelle la fin des occupations coloniales ne peut pas être entièrement réalisée. L'invasion et l'occupation américaine de l'Irak par les USA sont partie intégrante du grand projet colonial de l'administration visant les peuples du Moyen-Orient. Tandis que l'administration Bush dépense 2 milliards de dollars par semaine pour occuper l'Irak, elle dépense 15 millions de dollars chaque jour pour soutenir la guerre d'Israël contre le peuple palestinien. Nous manifesterons le 20 mars pour casser le « USA Patriot Act » et mettre fin à la haine dirigée contre des communautés d'immigrants américains arabes, sud asiatiques, et musulmans. Nous défendrons le droit à la liberté de parole et nous nous opposerons à la guerre de Bush et d'Ashcroft contre la Déclaration des Droits de l'Homme. Nous manifesterons le 20 mars pour demander de l'argent pour les emplois, le logement, les services médicaux et l'éducation, pas pour la guerre ni l'occupation. (...)

Seul le mouvement populaire apporte l'espoir [...]. Tandis que le Parti Démocrate présente des candidats pour se mesurer à Bush pour la présidence, il est d'accord avec Bush pour le maintien des troupes US

en Irak et soutient l'aide continue à Israël dans sa guerre contre le peuple palestinien. Le 20 avril 2002, 100.000 personnes ont défilé en une manifestation historique à Washington DC sous la banderole « Libérez la Palestine. » Six mois plus tard, le 26 octobre 2002, des centaines de milliers de personnes ont manifesté contre la menace d'agression contre l'Irak. Le 18 janvier, les 15-16 février, le 15 mars, le 22 mars, le 12 avril et le plus récemment le 25 octobre 2003, des dizaines de millions de personnes sont sorties dans les rues dans le monde entier pour dire non à la campagne de guerre de l'administration Bush. [...] La solidarité internationale est au coeur du nouveau mouvement de masse qui s'est dressé pour résister aux forces du militarisme et du colonialisme. Le résultat de cette lutte aura un impact sur les générations à venir.

Tous dans la rue le 20 mars 2004 !

Appel publié par (signataires initiaux) :
-Coalition A.N.S.W.E.R. [Act Now to Stop War & End Racism = Agissez maintenant pour stopper la guerre et le racisme]
-Arab Muslim American Federation [Fédération américaine arabe musulmane]
-Alliance Palestine Libre -Muslim American Society Freedom Foundation -Muslim Student Association



Depuis le bulldozer de Vitry jusqu'à la loi sur le voile, en passant par les sans-papiers ou l'austérité salariale...

20 ans de politiques anti-sociales...

La progression électorale du FN n'est pas un phénomène inexplicable (donc ce n'est pas non plus une fatalité). Elle est due au brouillage des repères de classe, à cet effacement qui fait que la conscience de classe (le sentiment d'appartenir à une classe exploitée par des patrons aux intérêts opposés aux siens) recule.

Ce recul de la conscience de classe a une cause : la politique antisociale menée contre les travailleurs : et celle-ci est d'une efficacité plus redoutable encore lorsqu'elle est menée par des organisations qui se réclament du mouvement ouvrier, et qui aux yeux des salariés sont effectivement leurs représentants.

L'outil le plus efficace pour casser la conscience de classe est l'« union nationale », mélangeant patrons et salariés, ne faisant plus de différence sociale. Un des sujets en vogue depuis 20 ans est le racisme républicain, la question sécuritaire, car ce sujet permet non seulement de détourner les salariés des vrais problèmes (la question sociale), mais en plus de les diviser entre eux, c'est-à-dire trouver des boucs émissaires responsables des renoncements dont les partis présents au gouvernement sont coupables.

Tel n'était peut-être pas la volonté du parti communiste français lorsqu'en 1980, en pleine campagne électorale, le maire de Vitry, étiqueté PCF, décida d'envoyer les bulldozers pour détruire les foyers sociaux où vivaient les plus précaires des salariés : les travailleurs immigrés.

Dependant cela faisait bien longtemps déjà que ce parti avait de profonds relents nauséabonds : le nationalisme s'était développé depuis la seconde guerre mondiale (« à chacun son boche » disait-il, et en 1945 il a choisi la reconstruction nationale plutôt que le camp des salariés : « la grève c'est l'arme des trusts »).

Il n'empêche que cet évènement, la destruction d'un foyer de travailleurs immigrés, sous les ordres d'un « communiste », donnait bien le ton du gouvernement « PS-PC » qui allait suivre.

Car arrivés au pouvoir, PS et PCF, se rallient, sans trop de surprise, à la gestion du capitalisme. Dès 1982 c'est le « tournant de la rigueur », avec l'austérité salariale, censée être une arme contre le chômage (on voit bien la logique antisociale divisant les salariés entre eux, ici entre ceux qui ont un emploi et ceux qui en cherchent). Bien sûr le chômage ne baisse pas, et Mitterrand peut déclarer, faussement désabusé mais 100 % cynique « contre le chômage on aura tout essayé ». Si les salariés, qui prenaient Mitterrand pour leur représentant, vouent pour un des leurs, croient que les partis du mouvement ouvrier ne sont pas capables de résoudre leurs problèmes et que dans un même temps un parti d'un tout autre type

affirme « 2 millions de chômeurs, c'est deux millions d'immigrés en trop », eh bien une fraction des salariés sera tentée d'essayer cette « solution » ; pour voter selon une division nationaux/étrangers après avoir « cru » en la division « salariés/patrons ».

C'est ainsi que le Front National fit sa première percée dans l'électorat populaire, en 1983, à Dreux, lors d'une élection partielle. Avant de connaître les succès de plus grande ampleur, aux élections européennes de 1984.

Ensuite, les partis « de gouvernement » veulent bien sûr récupérer ces électeurs perdus. Droite et gauche se lancent donc à la chasse électorale sur un terrain dangereux, multipliant les propositions de mesures sécuritaires qui permettent de détourner l'attention des privatisations de services publics, de baisses des budgets sociaux, d'une politique fiscale de plus en plus favorable aux plus riches.

Dès ce moment, le cycle infernal est enclenché. Car l'électorat déçu par la gauche, loin de revenir vers elle pour ses promesses sécuritaires, croit au contraire que c'est un aveu de vérité pour le discours d'extrême-droite. Cet électorat se trouve conforté dans ses choix. Et ainsi la conscience de classe s'estompée, remplacée par un clivage arbitraire français/immigrés.

Puis les partis au pouvoir -droite ou gauche, peu importe- choisissent d'essayer de contenter l'électorat populaire en créant et en appliquant des lois racistes. Faire du Le Pen sans Le Pen, en expliquant à ceux qui n'en veulent pas qu'il faut bien répondre aux attentes de l'électorat populaire « de façon raisonnable et démocratique » plutôt que d'attendre que le FN soit majoritaire. Sauf que... c'est ça qui fait progresser les thèses de l'extrême-droite !

En 1986, la gauche est sanctionnée, la droite retrouve le pouvoir, mais bien sûr n'a pas le soutien officiel du FN qui en demande toujours plus : plus de racisme, plus de discrimination, plus de sécuritaire. Et bien sûr la droite ne convainc pas cet électorat populaire, de plus en plus sûr de sa logique. En 1988 la gauche retourne aux affaires, face à une droite au programme hyper radical (le FN qui aujourd'hui se veut respectable pourrait sans doute le signer). Le parti communiste a été sanctionné pour sa participation à la gestion libérale, il hésite donc à soutenir le PS, qui choisit donc l'« ouverture au centre ». Une politique toujours plus libérale, toujours plus soumise aux patrons.

En 1993 le PS fait le plus mauvais score de son histoire. La droite met en œuvre sa politique raciste, et l'autre face de la médaille capitaliste c'est toujours la destruction des acquis sociaux pour augmenter les profits. Les lois Pasqua ont un saut qualitatif du racisme républicain : il s'agit, entre autres, de la remise en cause du droit du sol. Pour les enfants nés en France de parents immigrés,

la nationalité n'est plus forcément acquise : il faut encore en faire la demande à sa majorité.

1995, changement de gouvernement, mais pas de logique : les lois Debré renforcent les lois Pasqua. Les expulsions de sans-papiers se multiplient. Ceux-ci demandent donc massivement leur régularisation. Et bonne nouvelle, la xénophobie n'a pas conquis les pays : cette lutte est populaire, et a le soutien d'une majorité de la population « blanche » - bref celle qui compte, celle qui vote.

Lionel Jospin promet alors la régularisation des sans-papiers et l'abrogation des lois racistes Pasqua-Debré.

Et bien sûr, une fois arrivé au pouvoir, les promesses sont rangées au placard. Parce qu'un FN à 15 %, c'est une sacrée pression... et que l'intérêt économique n'est pas de régulariser.

Ce sont les lois Chevènement. Qui bien sûr ne suppriment pas les précédentes, mais au contraire, en ne régularisant pas 50 % des demandeurs, jettent le trouble chez ceux qui avaient jusqu'alors résisté à la logique raciste. Si ceux qui avaient promis la régularisation et la fin des lois xénophobes, une fois arrivés au pouvoir, parlent de « réalisme » en disant « on ne peut pas accueillir toute la misère du monde, et ceux qui s'opposent à cela sont des extrémistes », « il faut pouvoir intégrer ceux qu'on accueille, donc c'est pour bien accueillir qu'on refuse parfois des étrangers chez nous » ou utilisent le fameux « seuil de tolérance », cela veut bien dire que la logique « de gauche » n'est pas tenable avec son « discours angélique », non ?

Les lois Chevènement, c'est la confirmation de la fin du droit du sol, et bien sûr personne ne le sait. Donc les jeunes d'origine immigrée se croient français. Ils ne font pas leur demande à leur majorité.

Et s'ils ont le malheur de faire une bêtise, en plus de la prison, ils se voient expulsés dans un pays où ils n'ont souvent pas mis les pieds ! C'est la double peine, que la gauche a également refusé d'annuler.

Il faut voir le double intérêt : des sans-papiers, ce sont des travailleurs qui ne bénéficieront pas de contrat de travail, donc qui seront exploitables à merci : et en même temps des gens qu'on désigne à la vindicte



© Joël F. Volson

Le Pen, un milliardaire au service des patrons !

Le soir du premier tour des présidentielles, Le Pen s'est présenté comme « le candidat des petits, des sans-grade, des métallos ».

Force est de constater que malheureusement le candidat du FN réalise en effet des scores élevés chez les pauvres, les ouvriers, les chômeurs. Ce vote s'explique par le désespoir, les conditions lamentables dans lesquelles vivent les plus pauvres et la perte de confiance dans les organisations « traditionnelles », qui favorisent les préjugés racistes et le sentiment que Le Pen pourrait régulariser.

Le Pen est un ultra-libéral. Si son programme était appliqué il aurait des conséquences désastreuses pour les pauvres. C'est en le démontrant et non en les traitant de racistes que nous pourrions convaincre les ouvriers et les chômeurs qui votent FN de ne plus le faire. C'est aussi en déconstruisant le mythe de « l'électorat exclusivement populaire du FN » qui cache bien souvent un discours méprisant vis-à-vis des plus pauvres.

Certains votent FN car ils ont très bien compris son programme. C'est cela aussi qu'on voudrait cacher. La plupart des partis qui se sont affirmés « anti-FN » en 2002 ne disaient pas un mot de son programme économique. Or, si nous voulons convaincre qu'une autre voie est possible, nous devons dénoncer le Front National non seulement parce que c'est un parti raciste mais aussi parce qu'il sera toujours au service des patrons et de l'ultra-libéralisme.

Mais si on y regarde de plus près, on se rend compte que les votes du 21 avril pour le FN ne sont pas seulement l'expression du désespoir des plus pauvres. En effet, on oublie souvent que Le Pen a réalisé ses plus gros scores (par rapport au nombre d'inscrits) dans la catégorie « artisans, commerçants, chefs d'entreprise » (environ 30% des votants et 20% des inscrits).

comme responsables du malheur des « bons français ».

Aujourd'hui, avec la loi sur le voile, portée par la gauche gouvernementale et la droite, jusqu'au MNR, c'est encore une loi de discrimination dont le FN se félicite, même s'il ne la soutient pas, car c'est sa logique qui est reprise.

Ce n'est pas en votant pour cette gauche raciste qu'on battra le Front National. C'est en luttant pour mettre en évidence les vrais clivages qui sont sociaux, c'est en redonnant une conscience de classe, en ne cédant pas aux discours populistes nauséabonds mais en luttant pour l'égalité des droits et en s'attaquant au patronat que tous ensemble nous battons l'extrême-droite. Leurs reculs seront faits de nos avancées.

Sofiane, [Metz]

FN comme fasciste FN comme nazi



© Joël F. Volson

Que faire face à l'extrême-droite ?

Depuis quelques mois, les militants d'extrême-droite recommencent à s'agiter. Dans une série de villes, dans certains lycées, en plus d'autocollants du FN ou du FNJ, on voit fleurir les tags, les autocollants et les affiches des Jeunesses Identitaires, un groupuscule de vrais nazillons. Parfois, ils n'hésitent même plus à organiser des distributions de tracts.

Les scores de Jean-Marie Le Pen aux dernières présidentielles, comme ceux qui leur sont prêtés pour les régionales commencent à donner confiance à tous les petits groupes de racistes et de fascistes. Dans ce cadre, nous ne devons pas rester sans réagir ! Même si pour le moment, les réactions restent mitigées. Pour prendre un exemple, lors de la fête

elle est le produit d'une société capitaliste qui produit toujours lus de misère, d'exploitation et d'oppression. Alors, oui, il faut combattre le fascisme et le racisme. Il faut les combattre pied à pied, sur chaque lycée, chaque fac, dans chaque quartier. Nous ne devons laisser passer aucune insulte raciste, aucune discrimination. Ne pas laisser un autocollant, un graphiti, une affiche du FN ou des Jeunesses Identitaires en place : les arracher, les recouvrir. Et, à chaque occasion, meeting, distribution, mobiliser le plus grand nombre. Seule une mobilisation massive permettra de faire reculer leurs idées. Une mobilisation des jeunes et des salarié-e-s, contre leur projet de destruction sociale ! Cette lutte, elle commence dès maintenant ! Pour que le Front National fasse le moins de voix possible. Mais surtout, pour que leurs idées commencent à reculer réellement. Et pour y parvenir, il n'y a pas de secret : seule la lutte paye !

Camille, [St Denis]

Face au FN Une alternative révolutionnaire

Alors que s'ouvre depuis quelques semaines la campagne pour les élections régionales et européennes, celle-ci prend une tonalité particulière pour la jeunesse. Les mobilisations contre la guerre, la précarité, la mondialisation, les attaques libérales montrent que la jeunesse est victime de l'offensive contre la classe ouvrière.

La campagne LO-LCR va permettre la constitution d'un véritable front commun des révolutionnaires à l'échelle nationale pour batailler contre les réformes de la bourgeoisie, rejeter les faux espoirs de la gauche réformiste, et les dangers du Front national.

Laxe LO-LCR doit correspondre au mieux à un axe révolutionnaire, qui au-delà des divergences, constitue une alternative pour les travailleurs. C'est une alternative pour contrebalancer les initiatives de la classe dominante, et construire de nouvelles luttes

politiques pour les droits des travailleurs. C'est ainsi que la revendication de l'interdiction des licenciements doit être relayée le plus largement dans la jeunesse. Si c'est un programme d'urgence, l'axe LO-LCR doit également constituer un point d'appui pour construire une autre société. Nous devons donc tenter d'apporter des réponses, parler du socialisme, de la nécessaire rupture avec le capitalisme.

Mais il faut s'en donner les moyens. Il faut éviter une polarisation des débats autour du voile. Nous devons placer notre campagne sur le terrain de la lutte des classes. Dans la jeunesse, face aux attaques incessantes exacerbées par la proposition d'un CDD de trois ans, nous devons défendre la possibilité d'une alternative. La situation des étudiants obligés de travailler pour vivre, tout comme la situation des jeunes travailleurs doit nous permettre, durant la campagne, d'apporter des réponses à une échelle locale et

Combattre le FN à la racine

Le Front national fait ses meilleurs scores dans les quartiers où la misère est la plus forte, où il n'y a aucun espoir pour la population. De même, pour ce qui concerne les jeunes, ce sont ceux des quartiers populaires qui votent le plus pour le FN. Pour la plupart, ce vote signifie un ras le bol contre cette société, une volonté que quelque chose change. C'est aussi le vote de la division entre les opprimés : entre les français et les étrangers. Ce n'est pas en faisant de la morale à ceux qui votent pour

le FN que nous le ferons reculer : nous devons être capables de proposer d'autres perspectives.



Privas, [Jussieu]

Du côté obscur de la gauche !

La petite histoire commence à Vitry, lorsque un maire apparenté communiste, Jean-Pierre Brard (aujourd'hui député PC), ordonne la destruction à coup priorités en 1997, l'éducation, l'emploi et la santé, à ne retenir que deux priorités une fois premier ministre : l'emploi et la sécurité ! Et va poursuivre l'oeuvre raciste des précédents gouvernements avec les circulaires Chevènement. Va travailler main dans la main avec la droite. Dès juillet 2003, Julien Dray, aujourd'hui porte-parole du PS et Daniel Vaillant, ancien ministre de l'Intérieur de Jospin, vont publiquement soutenir Sarkozy sur la question de la loi sur la sécurité intérieure. Expulsion des sans-papiers, contrôles au faciès, bavures policières, discriminations à l'embauche : gauche et droite n'ont jamais fait que les renforcer, sans jamais s'attaquer au fond du problème ! De la part de la droite, il n'y a rien de surprenant.

Mais en ce qui concerne la gauche, le problème remonte à loin. La droite a toujours soutenu le passé colonial de la France. Une centaine de députés, derrière Douste-Blazy, ont ainsi déposé une proposition de loi en 2003 : cette loi reconnaîtrait, si elle était votée, l'oeuvre positive de la France en Algérie. Mais la gauche, elle, n'a jamais assumé son passé. Pourtant, elle a souvent fait aussi bien, voire mieux que les gouvernements de droite dans les colonies. Massacres, tortures, exploitation... Mitterrand n'était-il pas ministre de l'Intérieur au moment de la guerre d'Algérie ? Le PS et le PC stalinien ont toujours intégré une vision raciste et colonisatrice du monde. Tout simplement parce qu'ils ont accepté le système capitaliste dans sa globalité. Malgré tous leurs discours sur leur volonté de le transformer, ils sont allés de trahison en trahison. Parce que leur politique n'a jamais eu pour objectif le renversement du système capitaliste, mais son aménagement !

Léo, [Orléans]

Camille, [St Denis]

ECJS : les cours d'ordre moral

Tous les lycéens modernes ont dans leurs emploi du temps 1/2 heure par semaine d'Education Civique Juridique et Sociale (ECJS). Cette nouvelle matière, enseignée par un prof qui n'est pas formé à l'enseignée, doit apprendre aux lycéens (considérés comme « rebelles potentiels ») à devenir des « bons citoyens français ». Elle consiste, au travers d'exposés faits par les élèves à montrer que la France est un pays qui respecte la démocratie, les droits de l'homme, la laïcité... et à les en convaincre eux-mêmes. Mais cette matière oublie bien volontairement de parler de la « face (à peine) cachée » de la République française, elle oublie de dire que la France

ne respecte pas ces principes dont on nous demande de faire l'éloge, elle oublie de dire que la France ne respecte pas (mais alors pas du tout) les droits de l'homme (cf. Côte-d'Ivoire et les anciennes colonies), pas la laïcité (voyage payé par le contribuable de Raffarin au Vatican), pas la démocratie (régression sociale ambiante pas prévue dans les programmes électoraux)... L'ECJS veut donc nous faire croire et nous persuader que nous, vivons dans un « très beau » pays, mais méfiez-vous de cette matière qui n'est qu'un moyen de propagande des gouvernements qui veulent endormir la révolte dans l'oeuf. Ne nous laissons pas faire, stop à l'ECJS !!

Le mouvement des sans-papiers

Le mouvement des sans-papiers a, dans les années 90, rassemblé des dizaines de milliers de personnes lors de nombreuses manifestations. Il a contribué à faire reculer les préjugés racistes et à populariser l'idée de solidarité entre les Français et les étrangers. A l'heure où le mouvement des sans-papiers s'est considérablement affaibli, où le racisme se développe avec violence, nous avons estimé qu'il était important de nous entretenir avec des animateurs du mouvement. Entretien avec Patrick Watkins et Jean-Claude Amara.

RED : Quelles perspectives pour la lutte des sans-papiers ?

En plus de la répression, les sans-papiers sont victimes d'une exploitation accrue. Nous nous battons pour obtenir du ministère de l'emploi et de la solidarité des permis de travail permanents, préalable à des régularisations ultérieures. Nous voulons ainsi mettre en avant les sans papiers en tant que travailleurs et donc exploités, utilisés en plus par le patronat pour attaquer les acquis sociaux de tous les salariés. Depuis deux ans (No Border en juillet 2002), un réseau européen de luttes de sans papiers se met en place, auquel participent Barbedwire, Kein Mensch ist illegal, les Cobas, les migrants italiens, des coordinations de saisonniers andalous. C'est notre manière de répondre à l'harmonisation européenne des lois répressives et aux charters du parlement européen. Il s'agit de passer

de résistances locales à une offensive globale pour les droits des sans papiers.

Les sans papiers sont les premières victimes de l'exploitation et de l'oppression, ils sont aussi les premiers acteurs, par nécessité, de la lutte contre ce système.

RD : Peut-on faire tomber ce gouvernement ? Quelle alternative politique mettre en place ?

Sans oublier la spécificité de nos luttes, nous devons nous unir sur des objectifs communs. Parce que nos oppressions spécifiques sont causées par la globalisation du précaire. Cela veut dire interpeller les syndicats pour les mobiliser, coordonner nos luttes contre le capitalisme global. Les interpros sont le meilleur moyen de retrouver le chemin de l'unité. Il faut lier les travailleurs aux sans. Les intermittents ont raison de

généraliser leur lutte et de se lier aux précaires, aux chômeurs, au mouvement de mai juin ; c'est devenu la seule manière de ne pas marginaliser leur lutte. Il faut généraliser les luttes.

Tu parles d'alternative politique, mais les luttes des sans dépassent le cadre des politiques, comme l'ont montré tous les gouvernements de gauche depuis 1981. Le mouvement altermondialiste représente à mes yeux une convergence entre les opprimés du sud et les précaires du nord. C'est cela l'alternative politique, une série de contre-pouvoirs pour imposer le respect des droits sociaux.

Pour les sans papiers, cela signifie transformer les luttes d'urgence sur le terrain en un combat de fond.

Propos recueillis par
Adrien, [Sorbonne]



Liberté d'expression bafouée dans les lycées !

Jeu 22 Janvier 2004 : dans le cadre de la lutte contre la loi sur les signes religieux ostensibles à l'école, nous avons distribués le matin des tracts intitulés « non à la loi raciste » au lycée le Corbusier de Rouen. Ceci n'est pas du goût de Madame le Proviseur qui exige leur départ, les menaces d'appeler la Police et qui finalement récupère systématiquement tous les tracts distribués aux lycéens.

Vendredi 23 Janvier 2004 : Nous organisons une nouvelle distribution, à trois, cette fois ci dans le même lycée avec un recto consacré au refus de la loi préconisée par la commission Stasi et un verso avec une réponse à Madame le Proviseur, où étaient rappelés quelques uns des droits des lycéens, notamment celui de se réunir afin de discuter de sujets de société. Ce verso était intitulé « la démocratie au lycée Le Corbusier, c'est Ferme ta Gueule ! », mais le tract ne comprenait aucune injure ou quelconque menace que ce soit. Nous commençons donc notre distribution vers 7h40 devant le lycée sans aucune tentative, comme la veille, de rentrer dans le bahut. Nous n'avons aucune nouvelle de Madame le proviseur, cependant sa secrétaire sort à notre rencontre et

nous demande de lui remettre un tract, ce que nous faisons, qu'elle aura probablement transmis à sa supérieure. Notre distribution se passe bien et nous recevons un accueil plutôt positif de la part des lycéens. Alors que nous nous apprêtions à partir, vers 8h10, nous avons la (mauvaise) surprise de nous retrouver face à trois flics.

S'ensuit un classique contrôle d'identité, nous sommes escortés jusqu'à leur voiture. On nous prie ensuite de ne plus distribuer de tracts devant le lycée car, selon ces officiers, cela troublerait la tranquillité des élèves.

Nous nous en allons donc en terminer notre distribution au terminus du métro situé à cinq minutes de marche, afin de ne plus « troubler la tranquillité des élèves »

En tout cas, il est malencontreux de constater encore aujourd'hui comment certaines personnes perçoivent l'action de jeunes militants des JCR, et comment l'excès de zèle d'un proviseur de lycée peut nuire gravement à la liberté d'expression et à la démocratie, à un âge où chacun se forge une opinion politique.

Correspondant, [Rouen]

Loi sur le voile : loi raciste !

Pourquoi une telle médiatisation de la loi sur la laïcité ? Pourquoi cette division dans l'ensemble des forces politiques ? Et surtout pourquoi de plus de plus de demandes d'exclusion de lycéennes voilées de la part des enseignants par rapport aux décennies précédentes ? Pour quelles raisons la défense de la laïcité et l'égalité hommes-femmes est elle invoquée depuis seulement quelques années pour exclure ?

Pour tenter de trouver une réponse, remontons à la première « affaire » du foulard. Jusqu'au début des années 90, le foulard est accepté au même titre que n'importe quel autre signe religieux. C'est en septembre 1989 qu'un proviseur (Ernest Chenière, futur député RPR et proche du FN) refuse pour la première fois de scolariser deux lycéennes voilées. Le Conseil d'Etat invalide sa décision car la loi de 1905 stipule que la laïcité ne s'applique qu'aux personnels et aux locaux et non aux élèves. Ou'importe, la première campagne d'envergure pour l'exclusion se met en marche ; Des enseignants, des intellectuels (Régis Debray, Alain Finkelkraut, Gisèle Halimi), la droite, des membres du Parti socialiste (Fabius, Chevènement, Mauroy), le PCF, Lutte Ouvrière, la Fédération Anarchiste et Force Ouvrière se prononcent pour l'exclusion. Les syndicats enseignants ne prennent pas position. Une partie de la gauche (Jospin, Royal, Badinter) et de l'extrême gauche (LCR) se prononcent contre. Jospin, alors ministre de l'Education, tente de désamorcer le conflit en appelant les enseignants à la « négociation ». Bayrou légalisera cette négociation par sa circulaire en 1994. C'est donc en totale contradiction avec la loi de 1905, que les enseignants seront habilités à juger d'une entorse à la laïcité.

Comment se fait-il donc qu'en 1989, ce fut le foulard et non la kippa ou la croix qui a permis aux défenseurs de l'exclusion de prendre conscience soudainement de la menace sur la laïcité ? Sûrement le con-

texte de l'époque... En 1979, la bourgeoisie française utilise l'impact médiatique de la révolution iranienne pour stigmatiser, développer la suspicion vis à vis des Français d'origine maghrébine qui sont pour la plupart de confession musulmane. La crise économique détériore les conditions des travailleurs (chômage, privatisations, licenciements). Le FN nouvellement créé rejette la responsabilité de cette crise sur le poids de l'immigration. Et petit à petit, un consensus assassin entre la droite et la gauche va se créer : l'immigration est un problème, il n'y a pas assez d'emplois pour tous, il faut donc refuser de régulariser tous les sans papiers et de plus en plus expulser. La lepénisation des esprits est en marche. en 1985, le Figaro titre : « Serons nous encore français dans trente ans ? », « le raz de marée arabe est pour demain

[...] 400 millions de musulmans [...] concentrés sur les rives méridionales et orientales de la Méditerranée et prêts à toutes les invasions. ».

En amalgamant le port du foulard à l'intégrisme musulman, c'est la porte ouverte à toutes les dérives, depuis les débuts de la commission Stasi, les déclarations et les actes ouvertement racistes se font de plus en plus nombreux, en décembre dernier, un professeur a tenté d'enlever de force le foulard d'une lycéenne en la traînant par terre, au début du mois de janvier un médecin a affiché dans sa salle d'attente qu'il refuserait de soigner toute femme portant le voile...

Cette nouvelle loi légitimera tous les actes de cette sorte, et fera de l'islamophobie une banalité du quotidien.

Karim, [Nanterre]

Les initiatives contre la loi raciste

Depuis le 3 février, la proposition de loi contre le port d'insignes religieux à l'école est en discussion à l'Assemblée Nationale. La procédure a été rapide ! En l'espace d'à peine deux mois, la proposition a été rédigée et inscrite à l'ordre du jour des débats des députés. Et surtout, ça fait maintenant plusieurs mois que l'ensemble des médias présente cette loi comme une nécessité vitale. Il s'agirait de protéger l'ensemble des jeunes de ce pays contre le déferlement « islamiste ».

Mais la résistance face à cette loi s'organise. Depuis décembre, un collectif d'associations, d'organisations et d'individus s'est construit. Il a pris comme nom « Une école pour tou-te-s ! Non aux lois d'exclusion ! ». Cette structure a permis de prendre une série d'initiatives, à commencer par le rassemblement du mercredi 4 février, devant

l'Assemblée Nationale, à Paris. Au-delà, la campagne qui vient de commencer doit se concrétiser par une grande manifestation le samedi 14 février. D'ores et déjà, dans plus d'une dizaine de villes de France, des manifestations ou des rassemblements sont organisés.

Parmi les jeunes, une large majorité reste opposée à cette loi, à cette volonté de criminaliser et de discriminer la population musulmane. Quelque soit le résultat de la bataille que nous avons engagée contre cette loi, il ne s'agit que des premiers pas. Notre lutte contre l'islamophobie et plus généralement le racisme devra se poursuivre, jour après jour, dans chaque lycée, dans chaque fac, dans chaque quartier !

Camille, [Rennes]

Le mouvement des droits civiques aux États-Unis



Fin mars 1968 : « A vous qui êtes en grève, laissez-moi dire ceci. Vous êtes en lutte depuis longtemps maintenant, mais ne perdez pas espoir. Il vous faut rester unis et faire savoir que vous ne laisserez personne vous écraser. Dites haut et fort que les salaires et autres revendications pour lesquelles vous lutez sont aussi précieuses que le droit de se syndiquer et d'être respecté. (...) »

Il faut savoir que rien ne se gagne sans rapport de forces. (...) Ne reprenez pas le travail tant que vos revendications ne sont pas satisfaites. N'oubliez jamais que l'opresseur n'accorde

jamais la liberté de bon gré. La liberté doit être arrachée de force par l'opprimé ».

Ainsi s'adressa Martin Luther King aux nettoyeurs de la ville de Memphis, Tennessee, en grève depuis déjà plus d'un mois contre la mairie.

En 10 ans, le mouvement pour les droits civiques avait accompli des pas de géant, depuis que Rosa Parks avait mis le feu aux poudres en Alabama lorsqu'elle refusa de s'asseoir à l'arrière du bus, parmi les places « réservées aux nègres ». Associations et Eglises s'étaient alors unies pour initier un

mouvement de masse protestant contre la ségrégation raciale systématique existant dans tous les lieux publics, des restaurants aux toilettes, en passant par les transports en commun. Initié par un syndicaliste noir, soutenu et organisé par les églises baptistes de la ville de Montgomery en Alabama, le boycott des bus urbains fut massif et dura... plus d'un an!

C'était en 1955. Le jeune pasteur Martin Luther King émergea comme l'un des leaders du mouvement. La fin de la ségrégation dans les bus de Montgomery rendit plus insupportable le reste de la structure légale du racisme. En 1960, les étudiants s'organisèrent pour contester systématiquement la ségrégation raciale dans tous les lieux publics. Bientôt des collectifs se revendiquant de l'action directe non violente se formèrent dans tout le Sud. Cette aile étudiante devint le moteur militant du mouvement des droits civiques. C'est le SNCC, le Student Nonviolent Coordinating Committee.

La lutte contre la partie visible de la ségrégation raciale fut dure, mais victorieuse. Des lois importantes mirent fin à la ségrégation dans lieux publics: dans l'éducation, dans les transports, le commerce, etc. Mais ce qui fut gagné officiellement contrastait durement avec la réalité des conditions de vie des noirs. Dès lors que le processus de désé-

grégation fut achevé au niveau légal, il demeurait toujours la partie immergée du problème, le racisme comme élément structurel du système.

Les «Freedom Fighters» avaient démontré les capacités de résistance des opprimés et le potentiel de solidarité qui existait entre les noirs et les blancs (surtout parmi les plus jeunes) dans le Sud. Ils avaient aussi mis à jour la réticence du gouvernement fédéral, Kennedy d'abord, puis Johnson, à faire respecter ses lois et à protéger les noirs des abus des autorités locales de l'Alabama et d'ailleurs. La violence à laquelle furent confrontés les militants du mouvement fut absolument féroce, en comparaison avec les résultats obtenus.

Le contexte politique immédiat rendit plus pressante la redéfinition de stratégies.



Car la Guerre du Vietnam devenait un danger réel pour des milliers de jeunes noirs et pauvres, qui furent les premiers à être envoyés au front.

Une cause plus structurelle contribua à l'élaboration de nouvelles stratégies. Une tendance lourde à l'urbanisation et à l'émigration du Sud vers le Nord du pays contribua à déplacer le centre de gravité de la résistance des communautés rurales du Sud aux grands centres urbains du Nord. Les émeutes qui éclatèrent en 1964 à Watts, Detroit, Harlem, San Francisco etc, rappellèrent brutalement la dure réalité de la ghettoïsation, de la ségrégation raciale qui existait toujours, de fait.

La combinaison de ces éléments amena une crise dans le mouvement. A partir de 1965, galvanisés par leurs combats et frustrés par les limites de leurs victoires, des dizaines de milliers de jeunes noirs se mirent à scander «Black Power!» L'aile étudiante SNCC vira séparatiste, et exclut tous les blancs de l'organisation, insistant sur la nécessité pour les noirs de diriger eux-mêmes leur lutte pour l'émancipation. La montée du nationalisme noir donna un second souffle au mouvement. Près de San Francisco, les Black Panthers émergèrent à partir de 1967 pour défendre le droit à l'autodéfense armée dans les ghettos du nord.

Les grandes figures de la lutte ont toutes évolué, redéfinissant leurs stratégies pour gagner. Malcom X passa de l'essentialisme (les blancs sont le mal incarné) à l'anti-impérialisme et au tiers-mondisme. Martin Luther King passa d'un intégrationisme timide et d'une déférence à l'égard de l'Etat, à une critique virulente de la guerre et du système économique. Le problème des structures de classes fut posé. Mais la faible implication des travailleurs dans la lutte contre le racisme, combinée à la faiblesse de la gauche américaine organisée, furent les principales faiblesses du mouvement. Gardons cela en tête dans nos combats contre le racisme aujourd'hui.

François, (Rouen)

Ambre, (Censier)



Racisme et capitalisme

Il y a plusieurs façons d'expliquer l'origine du racisme. L'explication la plus courante consiste à dire que les personnes qui tiennent des propos racistes ont des préjugés, sont mal informés. Il faudrait donc mieux expliquer qu'il n'y a pas de hiérarchie biologique entre Français, Africains, Asiatiques, mais que tous les êtres humains sont égaux...etc... Bref, le problème du racisme se réduirait à un problème d'éducation des masses, qu'il faudrait sortir de leur ignorance.

Mais cette explication du racisme reste très superficielle, et ne tient pas compte des racines réelles du développement du racisme. Ce sont les transformations économiques et politiques profondes qu'ont connues les sociétés ces derniers siècles qui permettent d'expliquer comment le racisme peut se développer, y compris parmi des sociétés ou l'éducation s'est généralisé. Dans les années 1920, l'Allemagne est la capitale culturelle de l'Europe et c'est en son sein que l'idéologie antisémite va le plus se faire entendre.

En fait l'histoire du racisme est inséparable du développement du colonialisme et de la mondialisation capitaliste. La xénophobie, le fait de rechercher des boucs émissaires pour maintenir les inégalités dans une société existait dès l'Antiquité. Mais c'est avec le développement du marché mondial que le racisme va devenir un élément indispensable pour maintenir le système.

Du 16^e au 18^e siècle le capitalisme a connu sa première phase de mondialisation, au prix de la mise en esclavage de plusieurs dizaines de millions d'Africains, qui étaient « importés » en Amérique, dans les planta-

tions. Cette force de travail coûtait beaucoup moins cher qu'un salarié occidental.

Diviser pour régner

Ensuite, la fonction du racisme va surtout être politique. Pour maintenir une exploitation dans des conditions inhumaines des esclaves noirs et des travailleurs blancs pour les profits d'une minorité de privilégiés, une des meilleures tactiques consiste à diviser pour régner. Le danger pour la classe dominante était de voir se développer une lutte commune entre travailleurs blancs et esclaves. C'est ce qui s'était passé au cours de plusieurs rébellions, dès la fin du 17^{ème} siècle aux Etats Unis ! La lutte anti raciste et le combat pour l'union des exploités au delà de la couleur de peau ne date pas d'aujourd'hui...

Au delà de l'esclavage, le racisme va très vite devenir une institution indispensable au fonctionnement du capitalisme. Il va connaître différentes évolutions, il ne reste pas figé à travers l'histoire et prend différentes formes. Ainsi en France dans les années 1920, c'est l'immigration polonaise qui sera victime d'une stigmatisation et de discriminations. Il se développera d'ailleurs tout un discours qui accusera les enfants polonais de ne pas bien s'adapter à l'école (cette chère école française républicaine...) et ainsi de menacer l'ordre public et l'unité nationale.

Une islamophobie qui vient de loin

Aujourd'hui, l'islamophobie constitue une forme de racisme qui prend de plus en plus de place. C'est lié à la stratégie des grandes

puissances occidentales, qui depuis la chute de l'Union soviétique ont besoin de se trouver un nouvel ennemi pour maintenir l'ordre et faire taire les critiques de la mondialisation capitaliste qui se développent de plus en plus. Il était impossible pour les gouvernements occidentaux, pour le G8 de dire que les « Arabes » ou les « Africains » sont nos ennemis. Par contre dénoncer la barbarie de l'Islam et chercher à faire des musulmans des boucs émissaires, c'est clairement la stratégie qui se développe de plus en plus. Plusieurs raisons expliquent le succès de l'islamophobie, l'habileté consiste à laisser se développer les discriminations qui visent spécifiquement les musulmans (dont la loi sur le voile n'est qu'un aspect) tout en affirmant que l'islamophobie n'existe pas, car c'est un mot qui serait répandu par les intégristes musulmans.

Or l'islamophobie ne date pas du 11 septembre 2001 et de la chasse à Ben Laden, l'islamophobie est historiquement bien plus ancienne que le racisme anti arabe qui s'est développé avec la colonisation du Maghreb. L'islamophobie s'enracine dans l'histoire des Croisades menées à l'époque médiévale par les Etats européens. Elle s'appuie ensuite sur le refoulement des origines arabes et islamiques de la culture européennes. Il n'y aurait pas eu de développement des Lumières, de la culture occidentale et du capitalisme sans l'apport de la civilisation musulmane et de l'Islam qui font partie des bases de notre cul-



ture. Mais la culture bourgeoise européenne s'est développée depuis cette période en refoulant ce lien avec la culture musulman, ce qui participait de l'idée de la supériorité de l'occident sur le reste du monde.

L'islamophobie n'est donc pas un phénomène isolé aujourd'hui. C'est une forme de racisme qui permet de justifier des politiques discriminatoires en France, aux Etats Unis et de multiplier des interventions contre « le soi-disant axe du Mal ». C'est pourquoi il nous faut lutter en permanence contre toutes les discriminations islamophobes et plus largement contre toutes les formes de racisme en mettant en avant les intérêts communs des travailleurs, qu'ils soient blancs, noirs, chrétiens, musulmans... face à ceux qui nous dominent.

Recherche en danger ! Chercheurs mobilisés ?

Cinq cent cinquante postes de jeunes chercheurs vont être transformés en CDD pour «revitaliser» la recherche. Les crédits sont en baisse continue. Pourtant, le gouvernement se dit être attaché à la « recherche française », ce qui est parfaitement vrai : le but de ces réformes est de faire financer une « recherche française de qualité »... par les entreprises ! Depuis Allègre qui proposait de faire de chaque chercheur un petit « entrepreneur » chargé de trouver lui-même ses financements, la logique est restée la même. Cela signifie d'une part la mort de toute recherche fondamentale, non rentable à court terme : qui est ce que ça intéresse de financer l'histoire, la philosophie ou les sciences qui n'ont pas d'applications immédiates ? De plus, la recherche financée par le privé, c'est la recherche contrôlée par le privé : si les

résultats ne concordent pas avec les intérêts des entreprises, plus de crédit...

Comme ce projet de privatisation de la recherche a commencé à apparaître clairement, une mobilisation a commencé à naître chez les chercheurs. La pétition qui circule sur internet depuis les vacances de Noël a rassemblé plus de 30 000 signatures et, surtout, la manifestation de jeudi 29 janvier a rassemblé plusieurs milliers de chercheurs. On n'avait pas vu ça depuis des années ! On peut maintenant dire que les chercheurs ne sont pas seulement prêts à signer une pétition sur internet mais aussi à descendre dans la rue.

Malheureusement, l'organisation du mouvement ne suit pas pour le moment. Il n'y a eu que très peu d'AG pour préparer la journée d'action de jeudi. De plus, la structuration

du mouvement est très hiérarchique : le collectif « sauvons la recherche » à l'initiative de la pétition est essentiellement dirigé par des responsables et chefs d'équipes qui ont menacé de démissionner le 9 mars si leurs revendications ne sont pas prises en compte. Objectivement, cette menace peut avoir du poids car elle soutenue par des personnalités du monde de la recherche. Mais si on ne construit pas la mobilisation à la base, comment espérer faire aboutir nos revendications ? C'est donc l'enjeu des semaines à venir : convaincre les chercheurs (et en particulier les jeunes qui sont les premiers concernés par la suppression des postes et leur transformation en CDD) que la mobilisation ne se fera pas sans eux !

Emmanuelle, [Jussieu]

Le gouvernement à l'assaut du droit du travail

« **L**e code du travail a évolué moins vite que le monde économique.

Construit autour de la relation de travail salariée à durée indéterminée, il n'a pris qu'avec retard en compte les nouvelles formes d'emploi apparues au cours des dernières années »¹. Heureusement pour les patrons, leur calvaire est terminé : le droit du travail est en passe d'être refondu à leur profit exclusif grâce au rapport Virville, aujourd'hui examiné par Fillon. En effet, jusqu'à présent, par définition le contrat de travail était à durée indéterminée. C'est seulement par exception que les employeurs pouvaient recourir aux CDD (contrat à durée déterminée), alors strictement encadrés (durée moyenne de 18 mois, renouvelables une seule fois, procédure exigeante).

Mais malgré la législation du travail, dans les boîtes, le recours aux CDD s'est abusivement multiplié, permettant aux entreprises de prendre et jeter les salariés selon leurs besoins. Alors, pour simplifier le travail patronal, le rapport Virville propose de légaliser ces abus par le biais du nouveau « contrat de projet ». Celui-ci, d'une durée pouvant excéder 18 mois, prendra fin avec la mission pour laquelle le salarié a été embauché, sans qu'une procédure de licenciement ne soit mise en œuvre. C'est donc un projet meurtrier visant à précariser une part de plus en plus importante des salariés, alors que, parallèlement, l'accroissement du chômage, qui touche environ 10% de la population, permet de faire pression sur les travailleurs pour leur imposer une baisse des salaires et

une dégradation des conditions de travail.

Bien sûr, la précarité n'est pas un phénomène nouveau ; elle existe déjà à travers le temps partiel imposé, qui touche principalement les femmes (84% des temps partiels en France sont des femmes), l'intérim, les contrat-jeunes en entreprise... Le projet du rapport Virville ne fait qu'accentuer cet état de fait en généralisant cette précarité « aux travailleurs qualifiés et aux cadres ». Cette démarche s'inscrit dans la lignée des différentes attaques du gouvernement contre le monde du travail. Cumulée avec le RMA, qui permet aux employeurs de faire travailler des chômeurs presque gratuitement, c'est une radicalisation d'une politique de massification des travailleurs pauvres. Les jeunes sont les premières victimes de cette politique, puisqu'en 2003, 20,5% des moins de 25 ans étaient au chômage.

C'est pourquoi il est nécessaire de mettre un coup d'arrêt à cette volonté de paupérisation des travailleurs, dans le but d'augmenter les richesses d'une minorité de la population. Les luttes Mc Do et PizzaHut ont montré qu'une riposte était possible, contre ces attaques du MEDEF et de ses représentants gouvernementaux, même là où l'atomisation des salariés et la pression des directions sont des plus fortes. Alors pour que nous ne soyons pas condamnés à vivre en fonction du bon-vouloir patronal, il est urgent de s'organiser pour préparer la contre-offensive.

Boegue, [Bordeaux]

1. Tiré du rapport Virville, <http://www.travail.gouv.fr>

Etudiants, salariés Unis contre la libéralisation de la santé !

Jeudi 22 janvier, l'ensemble des syndicats des personnels de la santé appelait à une journée de grève contre le plan Hôpital 2007. Ce plan introduit une logique de rentabilité dans le service public de santé par la tarification des pathologies et la nomination de « super-manager » à la tête des hôpitaux. La santé comme tous les autres services publics subit l'offensive libérale du gouvernement et du Medef pour réduire les coûts, c'est à dire faire des économies dans le public pour enrichir les patrons du privé. Cette nouvelle attaque anti-sociale va aggraver la situation déjà dramatique comme l'a montré cette été la canicule. Le capitalisme met en danger la vie des personnes malades en entretenant des conditions de travail dégradées par un manque de personnel et de moyen afin d'économiser sur tout ce qui ne lui rapporte pas.

Si la santé est précaire, les étudiants infirmiers, futurs salariés, le sont aussi. C'est pour cela qu'en Aquitaine, 250 étudiant(e)s infirmier(e)s ont participé à la grève du 22 janvier au côté des salariés de la santé. Pour nous, c'était notre 4ème jour de grève depuis novembre pour dénoncer la précarité d'une formation professionnelle où nous sommes payés moins de un euro de l'heure pour 140 heures par semaine. Alors qu'il y a une pénurie d'infirmière, de nombreux étudiants arrêtent la formation faute de financement ou de pouvoir tenir le rythme lorsqu'ils cumulent des missions d'intérim la nuit ou les week-end pour s'assurer un revenu minimum. Alors que 42% d'entre nous sont obligés de faire des petits boulots, que les bourses d'études de la santé ont baissé de 15% pour

un tiers des étudiants, nous exigeons la revalorisation de nos indemnités, des bourses, et un financement de la formation par les Assedic pour assurer à chacun un revenu décent. On dirait qu'il nous habitue à être mal payer. Une fois embauché, notre salaire correspond à une qualification Bac + 2 alors que nous faisons plus de 3 ans de formation. La reconnaissance du diplôme à Bac + 3, vieille revendication très corporatiste, prend un autre sens lorsque nous cherchons à construire une mobilisation dans l'unité. Nous nous battons par ce biais pour l'augmentation des salaires dans la santé.

Notre mouvement a commencé le 13 novembre à l'appel de la FNESI (Fédération Nationale des Etudiants en Soins Infirmiers), seule organisation reconnue par le ministère de la santé. Après 2 journées de mobilisation rassemblant jusqu'à 15 000 étudiants, les négociations avec le ministère ont commencé et la FNESI a arrêté d'appeler à la grève. En Aquitaine, nous avons continué en formant une coordination rassemblant 7 écoles de la région. Nous nous sommes réunis en assemblée générale le 8 janvier pour décider de nos revendications et de nos actions, notamment de s'associer aux mouvements des salariés de la santé car précarité et libéralisation vont de pairs.

C'est à tous les niveaux que les moyens manquent et c'est en nous battant tous ensemble, étudiants, salariés du public et du privé que nous imposerons une augmentation des moyens pour la santé et stopperons l'offensive libérale du gouvernement.

Correspondant JCR



Témoignage

Je suis une intermittente du spectacle, j'ai 32 ans, svp lisez moi jusqu'au bout... Ceci n'est pas une revendication mais un état des lieux, un appel au secours ! Je suis enceinte de 7 mois, j'exerce la profession de cameraman sur le terrain à « la pige », c'est à dire avec des contrats à la journée. Bien évidemment depuis plusieurs mois, il m'est difficile de travailler régulièrement, la camera pesant plus de 12 kg. Aussi, je n'ai pas réussi à faire mes heures avant mon congé maternité, alors que jusqu'à présent cela ne m'a jamais posé de problème ! Employer une femme cameraman c'est déjà difficile mais, enceinte... alors là c'est une illusion ! Avant la nouvelle loi sur les intermittents, il existait une réglementation qui comptabilisait 5 h de travail par jour, durant toute la durée du congé maternité ! Ce système permettait aux femmes enceintes de faire un enfant sans être pénalisées par leur inactivité forcée et bénéficier de leur droit au chômage à la fin de leur période d'arrêt ! Là, terminé... Je sors des assedics ou je viens de m'entendre dire qu'à la fin de mon congé juin 2004, je ne toucherai rien ! avec les anciennes dispositions des annexes VIII et X, il n'était pas nécessaire d'être sous contrat de travail le jour du début du congé maternité. Avec le nouveau protocole, il faut être sous contrat

ce jour-là. [...] Dans le régime intermittent, les contrats courent pour l'essentiel sur quelques jours quand ce n'est pas sur une seule journée. Plus rares sont les engagements pour un ou plusieurs mois, il s'agit principalement dans ce cas de spectacle vivant. Or une comédienne, une cameraman ou une danseuse enceinte deviendra incapable de trouver un engagement plusieurs mois avant le début de son congé, contre-indications physiques obligent. Je me retrouve dans une situation plus que délicate, avec des charges énormes, deux enfants, un loyer à payer et un retour progressif sur le marché du travail... Ça prend du temps de relancer les habitudes même si cela fait dix ans que j'exerce cette profession. Il y a visiblement un déséquilibre énorme au niveau des droits lorsqu'on est une femme si l'on désire faire des enfants... Soi-disant que la famille est une priorité pour le gouvernement... Je ne comprends plus !!! Il faut choisir... Ou bosser et ne pas faire d'enfants ou en faire mais crever la dalle !!!! Je ne comprends pas cette attitude sexiste et je tenais à vous en informer... Je souhaite par ce courrier vous faire part de cette injustice... Merci de m'avoir lue jusqu'au bout...

Putain d'usine

Putain d'usine ou le quotidien des salariés de la Grande Paroisse, usine AZF de la banlieue de Rouen.

L'auteur, Jean-Pierre Levaray, y expose « l'enfer salarial, toute cette vie bouffée, une vie déjà trop petite que le salariat grignote encore d'avantage ». Il y raconte l'essentiel de la vie à l'usine : la fatigue des 3x8, les maladies professionnelles, l'ennui, les accidents parfois mortels, les périodes de grèves, de « ras le bol ». Dans ce livre, écrit en majorité à l'usine, il montre comment ils y existent, de quelle façon ils arrivent à dire NON, de quelle façon les grèves, menées par des militants ouvriers, arrivent à mener tous ces ouvriers vers un même but, vers une même lutte. Il termine son récit sur l'explosion de l'usine AZF-Toulouse, et sur l'exigence des salariés d'une enquête indépendante des patrons. L'auteur réclame que les hommes, travaillent pour leur propre compte, et non pour « quelques bourgeois parasites ». Militant pour la sécurité industrielle et de l'emploi, l'auteur dit « *qu'on ne nous parle pas d'amour du travail* », il y a longtemps que cette « étrange folie » nous a quittés. C'est le salaire qui fait tenir, un point c'est tout. »

Ce livre, est l'image des méfaits, ravages

de la mondialisation, et de la résistance ouvrière jour après jour ! A lire, et à faire circuler !

Edwige, [Rouen]



Communisme et espéranto

L'espéranto est une langue très simple, inventée pour être internationale. Il a fallu des années à L.L. Zamenhof pour la créer. Parmi les centaines de projets de ce type, seul l'espéranto réussit, on trouve aujourd'hui des millions grandissants d'espérantistes qui réclament, sous le symbole de l'étoile verte, l'adoption de l'espéranto comme première langue vivante apprise (après la langue nationale). L'objet de cet article n'est pas de donner une description de l'espéranto : pour cela je vous renvoie au site esperanto.net. L'objet de cet article est de montrer en quoi les communistes devraient être aussi des espérantistes ; mon grand but idéologique est en effet d'associer les mouvements espérantistes et communistes afin qu'ils se renforcent mutuellement.

Convenons que ces idéologies sont sœurs. Un monde communiste ne privilégierait aucun peuple, donc dans un monde communiste, aucune langue naturelle ne peut être privilégiée. De là j'induis qu'un communisme sans espéranto équivaudrait à la tour de Babel. Cela devrait suffire à convaincre, mais pour ne pas lésiner sur la quantité voici une liste complémentaire :

Les communistes, même s'ils sont souvent très réalistes, ont basé leur idéologie sur une utopie ; il en va de même avec les espérantistes, et ces deux utopies sont parfaitement compatibles (à mes yeux elles se complètent même). L'internationalisme espérantiste et l'internationalisme communiste se trouvent côte à côte dans l'humanisme.

L'espéranto n'est pas réservé aux élites intellectuelles, grâce à sa simplicité. Pour la même raison, l'espéranto n'est pas réservé aux riches : on peut arriver à un bon niveau de compréhension en espéranto avec un simple dictionnaire de poche.

L'espéranto est une langue juste : son

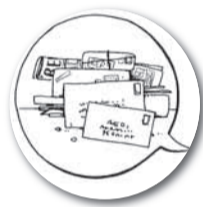
vocabulaire provient des langues du monde entier. S'il est vrai que la majorité de ses mots proviennent des langues slaves, romanes et germaniques, l'académie d'espéranto tend à rééquilibrer pour des questions... d'égalité. L'anglais en tant que langue internationale favorise les peuples anglophones. Il y a quelque chose que je compare à la passivité face au racisme dans le fait d'accepter la supériorité d'une culture sur les autres.

La langue est un des véhicules de l'impérialisme. La domination des Etats-Unis d'Amérique sur les plans économiques, politiques, militaires et idéologiques, se retrouve sur le plan culturel et linguistique : pourquoi croyez-vous que le monde entier apprend l'anglais ?! Les américains s'avèreraient nettement moins crédibles en tant que maîtres du monde si leur langue n'était plus la langue internationale.

Ne sous-estimez pas l'importance de la contestation linguistique : une seule brèche dans la ligne de front suffit à laisser passer l'armée ennemie ; il faut lutter sur tous les plans.

Que peut faire l'extrême gauche pour promouvoir l'espéranto ? Il y a actuellement 116 députés européens sur 626 favorables à l'espéranto, il en faut plus. Il est aussi souhaitable que les partisans d'extrême gauche qui se présentent aux élections françaises (présidentielles et législatives) fassent des propositions en faveur de l'espéranto, comme proposer la création d'une option d'espéranto présentable au baccalauréat. On peut aussi changer le nom du journal *Red*. Enfin, et c'est peut-être le plus important, lecteur/lectrice, apprend l'espéranto.

Zamo, [Paris]



Palestine

p.89 : cet Etat [Israël] qui, en 1948, s'installe en Palestine est le résultat d'une entreprise coloniale et représente une profonde injustice, de principe et de fait. Toute solution passe par la reconnaissance de cette injustice. [...] À terme, il faudra aboutir à l'édification d'un Etat unique, projet pour lequel il faut préparer le terrain en critiquant la politique discriminatoire d'Israël envers les Palestiniens. Cet Etat devra donner à chacun, juif, chrétien, musulman et humaniste, un statut égal de citoyen et la possibilité de voir son appartenance religieuse équitablement respectée dans les faits comme dans les lieux sacrés.

p.112 : Dans le cas de la résistance palestinienne, je pense qu'on peut légitimement s'en prendre à l'armée adverse et aux colons qui sont pratiquement tous armés et se font justice sans autre forme de procès. On ne peut pas s'en prendre à des innocents, comme les jeunes de la discothèque de Tel-Aviv. C'est le seul moyen d'avoir un critère objectif.

p.123 : Tous ceux qui sont allés sur le terrain ont pu vérifier que l'étiquette de « fondamentalistes obtus » ou d'« extrémistes » que l'on collait à l'aile politique du Hamas ne correspondait pas à la réalité et que la majorité des dirigeants prônent le dialogue et n'ont jamais parlé de « jeter les juifs à la mer ».

Antisémitisme

p.94 : Il existe aujourd'hui dans le monde musulman, et parfois jusqu'en Europe et en France, un discours de type antisémite qui cherche à tirer sa légitimité de certains textes de la tradition musulmane et qui se sent conforté par la situation en Palestine. [...] Les musulmans, au nom de leur conscience et de leur foi, se doivent de prendre une position claire en refusant les dérives parfois racistes, parfois antisémites. [...] Ce qu'il faut dire avec force et détermination, c'est que l'antisémitisme est inacceptable et indéfendable.

[...] Cela veut dire également qu'il faut reconnaître l'horreur que fut le génocide, en étudiant la portée et respecter la blessure et



Ramadan dans le texte

La polémique sur Tariq Ramadan continue. Une campagne de diabolisation est menée par des hommes politiques, des journaux et des intellectuels français. Ces accusations ne se fondent pas sur grand chose de concret. L'objectif est, dans le cadre de la campagne raciste et islamophobe actuelle, de faire passer l'idée que tous ceux qui se revendiquent de l'Islam sont des terroristes potentiels. Nous dénonçons cette campagne. Même si nous ne nous reconnaissons pas, loin de là, dans la pensée de Ramadan, nous pensons qu'il est nécessaire de regarder de plus près ce qu'il écrit et ce qu'il dit vraiment. Les citations ci-dessous sont extraites de l'Islam en question, un livre écrit avec Alain Gresh.

la souffrance qui ont façonné la conscience juive au XXe siècle. On ne peut nier ce qui s'est passé en Europe et il faut reconnaître cette souffrance, cela ne fait aucun doute. C'est [...] une nécessité morale.

Impérialisme / mondialisation

p.137 : La protection des intérêts de l'Occident s'accommode de la pérennité des dictatures, voire les protège comme c'est le cas de l'Arabie Saoudite.

p.208 : un ordre du monde dont la seule logique semble être la protection des intérêts des grandes puissances. Tous les discours sur les droits de l'homme, la démocratie, les grands principes humanitaires, semblent secondaires par rapport à ces intérêts.

p.215 : Les « dominants » de la mondialisation, ce n'est pas « l'Occident » mais plutôt quelques gouvernements, quelques institutions et d'importantes multinationales : il y a des mouvements de résistance très actifs au sein même de l'Occident et qui sont très importants pour l'avenir.

p.244 : On trouve une utilisation pernicieuse de l'Islam pour asseoir des systèmes économiques totalement capitalistes comme dans les pays du Golfe. On propose une prétendue économie alternative qui n'est que de façade et qui, dans les faits, est un maillon du système et le renforce.

Islam politique

p.165 : La mobilisation radicale et extrémiste montre, bien heureusement, ses limites et son échec, mais cela ne remet pas en cause l'idée d'un projet de société se réclamant de l'Islam, fondé sur un Etat de droit et le respect du peuple.

Islamophobie

p.187 : Depuis la chute du Mur, l'hégémonie de la civilisation occidentale se construit sur la promotion de peurs, en particulier celle de l'Islam. Écoutez le discours sur le monde musulman, sur son incapacité à la modernité, à la démocratie ! On en est arrivé

à l'idée que sa stagnation tient à l'Islam lui-même !

p.219 : rompre avec la vision monolithique et simpliste du monde musulman. Il est traversé par les mêmes clivages : d'un côté, les promoteurs de la mondialisation, qui participent de l'idéologie libérale dominante et légitime, par l'Islam, la défense de leurs privilèges ; de l'autre, ceux qui prônent une résistance déterminée sur le plan économique et social et qui ajoutent aussi, comme un axe essentiel de leur lutte, une dimension religieuse et culturelle que l'on ne peut ni négliger ni évacuer en la qualifiant simplement de « réactionnaire » parce que « religieuse ».

Droits des femmes

p.280 : Deux principes sont essentiels : le premier fonde l'idée d'une égalité entre l'homme et la femme devant Dieu, le second celui de leur complémentarité sur le plan social. Selon cette conception, c'est l'homme qui est responsable de la gestion de l'espace familial mais le rôle de la mère y est central.

p.283 : L'application concrète et littérale des textes peut devenir, devient et est dans certains cas très discriminatoire. Elle est liée à des lectures très patriarcales, très coutumières.

p.284 : toutes les peines du code pénal — mutilations, lapidations, etc. — ne correspondent plus à la réalité de la justice et sont utilisées contre les plus démunis. [...] Dans ce contexte, une application de ce que l'on présente comme la charia est une trahison et les musulmans qui se taisent en sont complices.

H'Agim, [Nanterre]



Entretien avec maître Madj d'Assassin productions

RED : Tu te reconnais dans la terminologie du cinéaste Richet, selon laquelle il y a un « hip-hop conscient », une arme de combat au service des opprimés et de l'autre côté un « hip-hop commercial ».

Madj : C'est une vision des choses qui est idéaliste. Il y a des textes, les gens parlent, s'expriment sur des états de fait, sur des revendications, fondamentalement je ne vois pas de vraie démarche là-dedans, de contre-pouvoir, de contestation réelle, au-delà d'être une sorte de label commercial. C'est ça, la réalité du rap. Sinon, il faut me le dire. Si le rap était vraiment une arme des opprimés, ça se saurait ! Je pense, que tout ça c'est du bluff, mis à part très peu de gens, qui sont en lien avec ce qui se passe réellement, avec les organisations politiques, syndicales... Nous Assassin, La Rumeur, ça se compte sur les doigts de la main. La seule arme des opprimés, que je connaisse aujourd'hui, c'est la classe ouvrière et la jeunesse en lutte dans l'unité !

RED : Le procès de Sarkozy et des syndicats de policiers contre le groupe de rap La Rumeur et maintenant Sniper... En tant qu'acteur du milieu hip-hop français, tu te sens solidaire de ces groupes ?

Je me sens solidaire de toute forme d'expression, à plus forte raison quand elle est traductrice de revendications sociales, je me sens solidaire de toute forme d'expression qu'on veut baillonner. Donc je suis solidaire du groupe de rap La Rumeur dans le procès, qui les oppose au ministère de l'Intérieur. Et je suis aussi solidaire de Sniper, même si je pense que les deux offensives du ministère de l'Intérieur contre ces groupes ne sont pas tout à fait au même niveau, mais relèvent de la même logique, qui est celle de museler la culture en la criminalisant, comme on criminalise les acteurs du mouvement associatif, les militants politiques, les jeunes des quartiers populaires, et puis globalement les pauvres.

RED : Le rap français est-il à la hauteur des enjeux idéologiques actuels, qui lui ont été posés... Le dis-

cours anti-hip-hop est le supplément, l'additif de l'hystérie sécuritaire actuelle ? Et pourtant le rap est attaqué et personne ne répond...

La scène rap, dans sa globalité sur ce terrain-là, a été en dessous de tout. C'est le constat navrant, qu'il faut faire... C'est une des expressions culturelles les plus ancrées socialement dans les milieux les plus défavorisés, c'est un des moyens d'expression de la jeunesse d'aujourd'hui. Et curieusement, c'est le meilleur véhicule de l'idéologie dominante, à savoir l'idéologie des nouveaux riches, des exemples de réussite individuelle... Ce n'est pas lié qu'au rap d'ailleurs, le rap n'est pas extérieur à la société dans laquelle il émerge ! C'est un truc sociétal ! Le Hip-Hop, c'est une culture qui vient des Etats-Unis. Tu peux adopter des codes et des pratiques culturelles sans en adopter ces travers politiquement néfastes. Au départ, c'est une contre-culture aux Etats-Unis. Si tu l'importes en tant que contre-culture en ayant conscience de ce point, tu l'adaptes au terrain dans lequel tu es... C'est l'Europe, après la France, qui a une autre histoire, une autre réflexion, d'autres codes, d'autres références. A partir de là, tu peux en faire quelque chose de très intéressant.

RED : Il y en a qui ont beaucoup prophétisé la mort du rock comme Jim Morrison, voir aussi Lenny Kravitz (qui l'a copié !), il y a le même phénomène dans le cinéma avec Jean-Luc Godard ou le grand critique de cinéma Serge Daney, qui a repris la même idée sur la mort du rap français comme Mc Jean Gabin etc. T'en penses quoi ?

La mort du rap en tant que quoi ? Si c'est la mort du rap en tant que contre-culture, qui a un potentiel d'expression et qui pouvait être le relais des revendications et des luttes. Celui-là, il n'est jamais né ! Pas besoin d'être mort, il est mort-né. Si c'est prophétiser la mort du rap français de qualité, c'est

fini ! Après la variété à variante rap, celui se porte bien ! Mais je pense que le rock n'est pas mort, à partir du moment où tu laisses des traces dans l'histoire musicale... En plus après il reste des « revival », des références, après ça donne d'autres courants. Il ne faut pas oublier le côté contre-culture du hip-hop... Au début ce sont des jeunes du Bronx, qui sont saoulés de la violence sans parler de lutte de classes ou quoi, juste la violence ambiante entre les bandes etc. Ils disent voilà, par le biais de l'expression artistique, on peut peut-être s'oxygéner, se tirer tout doucement vers le haut, se transcender. Dans un univers de merde, soyons quelque chose de brillant. Je trouve ça éminemment politique, et à partir de ce moment-là tu dépasse forcément le champ culturel... Pourquoi ça a fonctionné en France, le rap ? Parce qu'à la même époque, les banlieues de France, elles n'étaient pas très loin de ça au début des années 80 avec l'héroïne, c'était d'une hyper violence. Le commerce de drogues dures, ça génère un climat, une ambiance pas loin de ça... Ça a bien fonctionné en France, parce que le discours, sur lequel le rap s'est construit aux Etats-Unis, il répondait complètement aux exigences du présent en France, mais aussi en Angleterre. Tu prends conscience de ta condition, ça t'amène pas forcément vers l'action politique organisée et révolutionnaire, ça peut faciliter l'émergence d'une révolte, la culture est un excellent accompagnateur de révolte. Toutes les périodes culturelles intenses sont des périodes révolutionnaires.

RED : Avec le groupe de rap Assassin, quels sont les événements sociaux et politiques, qui vous ont marqué ? Je pose cette question, parce que tu as joué un rôle conséquent dans ce collectif au niveau politique, et même artistique.

Oui, j'ai eu un rôle dans le domaine politique et culturel autour de cette histoire. Dans le domaine artistique, je n'ai pas du tout cette prétention. En tout cas, je parle pour les grandes années d'Assassin, la grande époque.

Les événements politiques qui nous ont marqué ? Les luttes autour du CIP (le smic-jeune), un sacré événement ! On était pris là-dedans... Le retour de la droite au pouvoir en 1993 avec toute une série de bavures, trois voire quatre bavures en une semaine

dont notamment une à Lille et cela toujours contre des jeunes issus des quartiers, toutes les luttes avec le MIB (Mouvement Immigration et Banlieue), toutes les affaires, dans lesquelles ils se sont énormément investis, Dammarie-les-Lys et l'association Bouge-qui-Bouge. Et puis les affaires internationales comme Mumia Abu-Jamal et son histoire, on a toujours un œil dessus.

RED : En fait, après cette période du retour de la droite au pouvoir, vous soutenez Richet et son projet cinématographique « Etat des Lieux », le groupe commence à prendre une réelle envergure. Comment tout ça s'est passé ?

Il nous a écrit en 1993, il nous a envoyé une K7 pré-monté de son film. Au culot, il nous dit qu'il aimerait bien qu'Assassin lui fasse la musique du film. On a trouvé ça intéressant et Assassin est parti dans cette histoire. On l'a rencontré, et le film est sorti un an et demi après. La démarche nous plaisait, le discours ouvrier, les références au bolchévisme. C'était un beau rayon de soleil dans ce gros merdier ! [...]

RED : Sur l'album de La Bande des 4. Il y a une omniprésence de l'histoire coloniale. Samplers d'actualité sur les massacres en octobre 1961. Une obsession du passé, ça correspond à la situation de la deuxième génération d'immigrés en France...

Tu as trois interludes. « Quelques éléments de notre histoire », « D'autres éléments de notre histoire », « quelques enseignements de notre histoire ». Les deux premiers effectivement, il y a un enchaînement chronologique. Et c'est le regard, que l'on peut avoir au-delà des regards officiels sur l'Histoire du XXème siècle. L'histoire coloniale, l'histoire officielle, ce n'est pas la vérité. On a essayé de montrer avec notre regard et nos convictions, quel regard on avait là-dessus ! [...]

Il ne faut pas nous raconter de bobards, ces gens qui se réclament de Mitterrand, qui étaient au pouvoir avec lui viennent nous faire des leçons. Votre histoire, c'est ça ! Le 17 octobre 1961, ce n'est pas la vision officielle de la guerre d'Algérie. C'est une

histoire, qui a été mise sous une chape de plomb pendant 30 ans des deux côtés de la Méditerranée. C'est moins connu en Algérie qu'ici curieusement. Finalement, c'est pas si curieux que ça, quand Tu connais l'histoire de l'indépendance algérienne. Ils n'avaient pas intérêt à dire, ce qui s'était passé ici ! Mais donc voilà, ça parle aussi référence des luttes aux banlieues contre les « bavures policières » toujours par le biais de clins d'œil, mais aussi à la lutte des minorités nationales et des peuples, comme celle des Irlandais comme l'affaire de Bobby Sands. Cette histoire s'est déroulée à quelques encablures d'ici quand même de l'autre côté de la Manche, la France n'a jamais été heurtée par le sort réservé à ces militants pourtant patrie des Droits de l'Homme. Le 3ème jingle (« Quelques enseignements de notre histoire »), c'est plus des réflexions lâchées au hasard, ce sont des enseignements. « On dirait, qu'il n'y a plus de justice » ou « Ce qu'ils veulent, c'est un changement politique », etc. Je ne te cache pas non plus, que c'était le meilleur moyen (et le seul) de donner une charge politique à un album instrumental ; c'était la seule solution ! On voulait mettre un gros de pompe dans cette fourmillière que constitue la scène hip-hop française d'aujourd'hui... ce genre de projets, ça va carrément à contre-courant. En même temps, quand tu dis l'obsession du passé, ça n'est pas tout à fait ça. C'est aussi en connaissant, en maîtrisant un peu l'histoire, qu'on arrive à avancer. En tout cas, c'est ma pensée. On arrive à comprendre ce qui se passe aujourd'hui et à anticiper sur ce qui se passera peut-être demain.

RED : Les projets en préparation...

Avec Assassin, c'est en standby. Bon, on est au cœur d'une sortie (ça remonte au 4 novembre 2003) Mais on n'y pense pas forcément, quoique... On y pense ! Si qu'on y pense. On va partir sur autre chose au niveau de la Bande des 4, c'est sûr. Mais on est encore dans le flou. Il faut le temps, que les choses mûrissent. On est en train de défendre le projet en ce moment. Et donc ce n'est pas le moment le plus propice pour pouvoir travailler sur quelque chose. Mais on risque de poursuivre sur un autre projet instrumental, il faudra que ce soit différent, hors de question de faire un « Hors de Contrôle 2 » (gros éclats de rire).

Propos recueillis par King Martov et Abd-El Krim

• La Bande des 4, nouvel album « Hors de Contrôle » d'Assassin Productions. Sorti depuis le 8 janvier 2004.